

2 EUROS /N°139 /// AVRIL - MAI 2014 ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086 ///

LES TENTACULES DE LA PIEUVRE

/// **ESPIONNAGE GENERALISÉ :** LES TENTACULES DE LA PIEUVRE

/// **ACTUALITE :** APRES L'INFAMIE, L'ÉCŒUREMENT

/// **DOSSIER LOGEMENT :** ETAT, PATRONS, SYNDICATS : 60 ANS D'ESCROQUERIES EN BANDE ORGANISEE /// LES REQUINS DE LA RECONSTRUCTION /// LE GPV, ARME DE DESTRUCTION MASSIVE DE LOGEMENTS SOCIAUX EN PARFAIT ETAT

/// **VARIA :** BORDEAUX RIFIFI A L'INSPECTION DU TRAVAIL /// CINÉMA : LOUISE MICHEL /// CÉNÉTISTEMENT VÔTRE

/// **REFLEXIONS & DEBATS :** LE POSTMODERNISME, NOUVEL ÂGE DE L'OBSCURANTISME /// L'ÉTAT, VOTRE PIRE ENNEMI /// COURRIER DES LECTEURS

/// **INTERNATIONAL** /// **ESPAGNE :** 22 MARS, UN «AVANT» ET UN «APRES» /// RUGISSEMENT ANARCHOSYNDICALISTE /// REPRESSION ANTISYNDICALE CHEZ TNS /// **EGYPTE :** LA RÉVOLUTION TRAHIE PAR LA BOURGEOISIE /// **ARGENTINE :** LAS HERAS /// **ITALIE :** HOPITAL SAN CARLO

/// **RSA :** A PROPOS DE PÔLE EMPLOI & DES EQUIPES PLURIDISCIPLINAIRES

CNT AIT RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

ANARCHOSYNDICALISME !

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE SUIVIE DE LA MENTION :

Anarchosyndicalisme ! n°139, cnt-ait-toulouse.fr

(sauf indication contraire figurant en fin d'article)

ABONNEZ-VOUS !

Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien : 20 euros ou plus
Chèques à l'ordre de : CDES - CCP 3 087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES 7, rue St Rémésy, 31000 Toulouse

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. S'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur !

POUR TOUT PROBLEME D'ABONNEMENT :
abonnement@cntaittoulouse.lautre.net

DIFFUSEZ *ANARCHOSYNDICALISME !*
Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.

Articles et infos en ligne :

http://
liste.cnt-ait.info (liste de diffusion)
cnt-ait.info (Paris-Nord, très complet)
cnt.ait.caen.free.fr (Ouest, avec forum)
cnt-ait-toulouse.fr (Sud, Midi-Pyrénées)
sia32.lautre.net (Gers, Midi-Pyrénées)
gasycntait89.over-blog.com (Est)
anarsixtrois.unblog.fr/cnt-ait/ (Centre)

Quelques adresses utiles :

Paris-Nord : contact@cnt-ait.info
Lille : cnt.ait.lille@no-log.org
Caen : cnt.ait.caen@free.fr
Puy-de-Dôme : cntait63@gmail.com
Gers : sia32@no-log.org
Toulouse : contact@cntaittoulouse.lautre.net
Quercy : cnt-ait-quercy-rouergue@mailoo.org

ANARCHOSSYNDICALISME ! organe de l'Union régionale Midi-Pyrénées de la CNT-AIT - IMP SPE - 29 mars 2014
Directeur de la publication : Entremond

LES TENTACULES DE LA PIEUVRE

Dans le sillage de Wikileaks, Edouard Snowden, ancien employé de la CIA et de la NSA, a dévoilé des documents confidentiels liés à différents programmes de surveillance américains et britanniques.

Le 6 juin 2013, la NSA et la GCSQ, officines œuvrant dans l'ombre au profit des services de renseignement américain et britannique, ont subitement connu une notoriété mondiale. Ce coup de projecteur est évidemment le pire des scénarios catastrophe envisagés par les créateurs de ces programmes, de par la nature même des activités de leurs organisations : espionner le monde (entier, si possilbe), c'est-à-dire être capable d'enregistrer tout ce qui se dit. C'est ce qu'on appelle la politique du « big data ».

Ces deux organisations n'ont aucun fondement juridique ou légal, ce qui fait d'elles des organismes autonomes, une sorte de bête sauvage à deux têtes dont les tentacules se déploient potentiellement dans l'intimité de tous.

Bien que l'existence d'une telle surveillance ne soit pas pour étonner les personnes un tant soit peu attentives au fonctionnement réel de nos sociétés, quelque chose a semblé surprenant lors des révélations de Snowden. Dans des pays qui affichent en principe la protection de la vie privée et l'inviolabilité des correspondances et qui traduisent ces principes dans des lois pénales, la faiblesse — pour ne pas dire l'absence — de réaction des « dirigeants » à eu quelque chose de surprenant. Même si — à ce que l'on sait aujourd'hui — François Hollande n'a pas été espionné comme Angéla Merkel à partir de son propre téléphone portable, la mollesse de sa réaction a eu de quoi surprendre… Mais cela n'a rien de mystérieux maintenant ! La tête anglaise du poulpe a récemment lancé une information qui nous donne l'explication : l'Etat français fait la même chose que les américains et les britanniques, sinon plus et moins... cher. Patrick Pailloux, à l'époque chef de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information, ne s'en cachait qu'à moitié devant les parlementaires : *« Les systèmes d'information et de télécoms sont nos systèmes nerveux* (…). *Nos grands homologues internationaux ont souvent davantage d'effectifs que nous, mais sont en général moins centralisés »*. Cette centralisation repose sur une interpénétration entre les services secrets et l'opérateur historique français, France-Télécom alias Orange. Nous n'avons pas l'habitude de faire de la publicité, mais en l'occurrence, cette enseigne mérite qu'on cite son nom qui aurait pu figurer, à juste titre, dans l'utopie autoritaire totale dépeinte par Georges Orwell dans son chef d'œuvre d'anticipation politique « *1984* ». La DGSE et Orange travaillent en effet main dans la main au viol du secret de la correspondance et de la vie privée. Les données collectées sur tout un chacun sont ensuite diffusées à toutes les agences de renseignement français et à certains services étrangers. Depuis au moins trente ans, au sein de France - télécom puis d'Orange, un petit groupe d'indicateurs espionne toute la population, à l'insu de chacun. Plusieurs de ces individus (en particulier des ingénieurs) font des allers-retours entre la DGSE et Orange, travaillant tantôt pour l'un, tantôt pour l'autre, avec en particulier la mission de casser les cryptages. Bien qu'ils disposent d'une habilitation « *secret défense* », c'est en dehors de tout contrôle judiciaire (et on sait que ces contrôles ne garantissent déjà pas grand chose) que les espions d'Orange se livrent à leurs activités sans rencontrer de grandes difficultés puisqu'ils ont accès comme bon leur semble à la totalité des réseaux et à toutes les informations qui transitent par eux.

Ajoutons que cette surveillance est maintenant connue, de notoriété publique comme l'on dit, qu'elle est parfaitement illégale, qu'elle constitue donc un délit d'une gravité extrême par son ampleur. Mais nous pouvons affirmer qu'elle va continuer, qu'aucun responsable politique ni industriel ne sera incriminé. Qu'aucun juge ne lncera de réelles poursuits. Ce qui démontre une fois de plus le cas que l'Etat fait de ses propres lois quand ses intérêts sont en jeu. Car, s'il cherche à connaître en détail la vie de chacun, c'est dans l'optique de la contrôler et de tout faire pour que cette société d'exploitation dont il est le gendarme, reste ce qu'elle est.

APRES L'INFAMIE, L'ÉCŒUREMENT

Celui-là, on le disait partisan de la rigueur budgétaire. Il devint ministre du budget. L'homme « de tous les sacrifices » planquait en fraude des millions d'euros en Suisse, à Singapour ou sur l'ile de Man. Cahuzac, l'homme de « la rigueur pour tous », était surtout l'homme des privilèges pour lui. Tout cela fit grand bruit. Un ministre du budget qui chaque année nous exhorte à payer nos impôts, qui est censé lutter contre la délinquance fiscale, et qui escroque lui-même le fisc, c'est le plus haut degré du cynisme.

D'autant plus que son prédécesseur, Eric Woerth, est maintenant renvoyé devant le tribunal correctionnel aux motifs de conflits d'intérêts et de trafic d'influence, pas moins. Et cet autre grand personnage, ex-dirigeant de l'IUMM, la puissante fédération patronale de la métallurgie, il vient, en ce qui le concerne, d'être condamné à trois ans de prison pour avoir corrompu — à grand coup de fonds occultes — des parlementaires, des politiciens et des syndicalistes, qui sont devenus autant de mercenaires prompt à défendre les intérêts des grands patrons contre les travailleurs. Des vendus, tout simplement…

Cahuzac et ses comptes cachés, Sauvagnac et sa caisse noire,… Eux tous, qui nous faisaient la morale au sujet de la moindre « incivilité », de la moindre peccadille ; eux qui nous ont si franchement menti *« les yeux dans les yeux »* ! L'un, après moults mensonges et rebondissements, a fini par avouer, la mort dans l'âme, sa fraude ; l'autre a été reconnu coupable de corruption. Mais voici qu'on s'aperçoit qu'ils ne sont que l'avant garde d'une honteuse parade. Certes, elle n'est pas franchement nouvelle, mais elle est particulièrement fournie, car derrière eux, s'organise un long cortège d'infamie, celui d'une multitude impressionnante de grands délinquants, issus de la classe politico-financière de ce pays : trafics d'influences, marchés truqués, conflit d'intérêts, abus de biens sociaux, fraudes, corruptions et valises de billets,… ils sont maires, députés, « syndicalistes », ils sont élus de toutes sortes, ils sont ex-ministres et même ex-président… Mais combien sont-ils ? Le chiffre grossit chaque jour. Les faits reprochés sont de plus en plus graves et atteignent le sommet de l'Etat.

Le poisson, dit le proverbe chinois, pourrit par la tête. Nous vivons un moment de l'Histoire qui illustre parfaitement les accointances pourries entre l'Etat — soi-disant garant de la morale — et le Capitalisme — à l'origine d'une crise qui fait faire les plus juteuses affaires aux affairistes. On comprend mieux pourquoi des millions d'euros ont été lâchés à un Tapie et d'autres milliards furent généreusement versés aux banquiers.

Cela n'a pas de limites et ne se vérifie pas qu'en France. Ces derniers mois, les médias nous ont beaucoup parlé de la corruption des oligarques ukrainiens. Elle est colossale. Ils se sont moins étendus sur les filouteries de la famille royale espagnole. Il y aurait pourtant beaucoup à dire sur cette dernière.

Partout, les populations ne peuvent que constater la puissance des liens qui unissent ceux qui prétendent les représenter — et qui les gouvernent – à ceux qui organisent la misère mondiale.

Comme après la pluie vient le beau temps, l'écœurement succède maintenant au mépris ; et tout à fait logiquement, de l'Est à l'Ouest de l'Europe, de l'Ukraine à l'Espagne, des mouvements de masse remettent en question ces situations. Dans ce contexte, le rôle des anarchosyndicalistes, dans toute la mesure de leurs modestes moyens, est d'éviter que ces mouvements ne se fourvoient dans le chauvinisme ou dans des querelles politiciennes stériles. Il est de mettre en avant les revendications sociales. Cette intervention est déterminante parce que, si certains événements historiques ont la même origine, il n'est pas dit que leur trajectoire soit obligatoirement identique. Ce qui explique le succès (espérons-le éphémère) de l'extrême-droite locale sur la place Maïdan, c'est l'absence quasi-totale de revendications sociales et d'intervention autonome des travailleurs.

A l'opposé, les dernières manifestations de ce 22 mars en Espagne ont mis en avant la lutte pour la dignité ouvrière avec une participation anarchosyndicaliste importante*1.

Ce qui sépare fondamentalement ces deux situations, c'est le degré de conscience de classe, ni plus, ni moins.

Autrement dit, si la colère est appelée à grandir sous des formes diverses — et y compris sous forme de la montée spectaculaire de l'abstention observée en France au premier tour des élections municipales — l'enjeu sera plus que jamais d'être attentifs au contenu idéologique des révoltes qui désormais semblent s'annoncer un peu partout dans le monde pour des raisons identiques.

_1.- Voir article en page 20



MADRID, 22 MARS 2014
LES MANIFESTANTS ENCERCLENT LA POLICE

DOSSIER LOGEMENT

Quand on n'a que des revenus modestes, trouver à se loger est un vrai casse-tête. Pour les « petits salaires », le loyer représente facilement 40 % du revenu (contre environ 20 % pour les familles plus aisées, d'après l'INSEE). C'est exorbitant. Conséquence, les bidonvilles, qui s'étaient progressivement résorbés, réapparaissent massivement autour des grandes agglomérations, dans une version encore plus précaire qu'il y a 30 ou 40 ans (tentes de camping). Pourtant des logements vides et en très bon état, il y en a ! Certains sont détruits massivement. Un énorme scandale qui passe largement inaperçu aux yeux de la population, mais qu'il faut faire connaître pour qu'il y soit mis fin.

LOGEMENT : ETAT, PATRONS, SYNDICATS

60 ANS D'ESCROQUERIES EN BANDE ORGANISEE

L'engraissement d'une bande de copains et de coquins sur le dos des mal logés, cela fait soixante ans que ça dure, et ce n'est pas près de s'arrêter. En tout cas, ce ne sont pas les dernières réformettes législatives et réglementaires (loi Boutin, 2009) qui vont permettre aux salariés de récupérer tout ce dont ils ont été dépouillés pendant plus d'un demi-siècle ! Faisons un point rapide sur ce qu'on continue d'appeler – selon des termes totalement inappropriés – le 1% patronal.

Inapproprié tout d'abord parce que cette contribution n'est jamais sortie de la poche des patrons. Comme toutes les autres charges sociales (retraites, maladie, chômage…), c'est le travail des salariés qui la produit. Le patron ne donne strictement rien. Il se contente de prélever les différentes charges sur la plus-value (« le bénéfice ») que le salarié dégage (et ensuite, il garde pour lui la différence). Deuxièmement, parce que si l'on continue de parler de « 1 % », ce pourcentage a été abaissé depuis longtemps et n'est plus actuellement que de 0,45 % de la masse salariale. Enfin, parce que le nom officiel de ce dispositif est la PEEC (Participation des employeurs - !!! - à l'effort de construction).

Quoiqu'il en soit, il faut se rappeler que, plusieurs années après la fin de la seconde guerre mondiale et ses destructions massives - succédant à la crise du logement des années 30 - la majorité des citadins modestes s'entassait encore dans des bidonvilles ou dans des logements exigus et souvent insalubres. Le mécontentement devenant grand, pour éviter des troubles, l'Etat a alors généralisé à l'ensemble du pays*[1] ce dispositif dit du « 1 % », qui avait été testé sous l'occupation dans le département du Nord.

OBSCURITE & COMPLEXITE, LES DEUX MAMELLES DE LA PEEC

Sitôt créé, la gestion en est confiée au grand patronat. Lui qui s'est fait une spécialité de hurler contre la supposée gabegie de la Sécurité sociale ou l'inefficacité des services publics, met sur pied le système le plus bureaucratique, le plus inutilement compliqué et le plus opaque qui ait probablement jamais existé en France. Ce n'est pas par hasard : l'obscurité et la complexité sont les deux mamelles auxquelles il va s'alimenter grassement en détournant de diverses façons une bonne part de cette manne (qui atteint actuellement quelques 4 milliards d'euros par an). En 1982, la « gauche », parvenue au pouvoir l'année précédente, fait entrer ses copains des syndicats par la petite porte afin qu'ils aient une part de ce gâteau très crémeux. Ils en profitent depuis, main dans la main, avec les patrons.

UNE USINE A GAZ TRES COUTEUSE… ET AVEC BEAUCOUP DE FUITES

Bien qu'à la suite d'une série ininterrompue de scandales le système ait dû être largement simplifié ces toutes dernières années, bien que de multiples structures aient disparu, il faut une âme de spéléologue pour s'orienter dans le dispositif PEEC. Les pages de ce journal ne suffiraient pas à décrire son anatomie. Pour en donner une idée, voici comment les gestionnaires actuels le présentent, en résumé et en très gros : *« Le fonctionnement du secteur de la PEEC repose sur un ensemble d'acteurs centraux réunis au sein du mouvement dit « Action logement ». Ces acteurs centraux sont constitués par :*

- les collecteurs agréés[2] autres que les organismes d'habitation à loyer modéré (HLM) et les sociétés d'économie mixte (SEM) de logements sociaux, couramment appelés « collecteurs financiers », par opposition aux « collecteurs constructeurs » que sont les organismes HLM et les SEM de logements sociaux agréés pour recevoir la PEEC.*

- L'UESL[2], structure fédérale et « tête de réseau » des CIL (Comités Interprofessionnels du Logement) qui sont désormais les seuls collecteurs financiers agréés à percevoir la PEEC.*

- Les acteurs nationaux du « Mouvement Action logement », à savoir l'APAGL (Association Pour l'Accès aux Garanties Locatives) et l'AFL (Association Foncière Logement).

Le fonctionnement du secteur de la PEEC implique également une interaction avec d'autres acteurs que sont :

- les agences nationales bénéficiant de financements issus des ressources de la PEEC, l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), l'ANAH (Agence NAtionale de l'Habitat), le réseau ANIL - ADIL (Agences Nationale et Agences Départementales pour l'Information sur le Logement),

- les personnes physiques bénéficiaires de financements provenant des ressources de la PEEC,

- les personnes morales, contrôlées ou non par le « Mouvement Action logement », dont certaines sont des organismes d'Habitation à Loyer Modéré ou des sociétés d'économie mixte de logements sociaux, bénéficiaires de financements provenant des ressources de la PEEC,

- les entreprises assujetties à la PEEC,

- et l'Etat ».[4]

Et ce n'est qu'un résumé auquel il faudrait ajouter les SACICAP (Sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété), les SCCV (Sociétés civiles de construction vente), les SOFAL (Société pour le financement de l'aide au logement), les SA et SAS (Sociétés immobilières à statut commercial), les ESH (Entreprises sociales pour l'habitat), le PACT (Propagande et action contre les taudis), la FAPIL (Fédération des associations pour la promotion et l'insertion par le logement), l'UNAFO (Union nationale des associations gestionnaires de foyers de travailleurs migrants), l'UNHAJ (Union nationale pour l'habitat des jeunes)… On en passe, et des meilleures.

UNE CASCADE JUTEUSE D'ASSOCIATIONS ET DE SOCIETES

De plus, chaque sigle, chaque organisme ouvre la porte à une multitude de structures qui se nourrissent les unes les autres. Prenons par exemple le cas d'un des deux « acteurs nationaux » du « Mouvement Action logement », à savoir l'AFL (Association foncière logement) pour donner une idée du fonctionnement : *« La Foncière Logement ne dispose pas elle-même de salariés, à l'exception de ses dirigeants. Son fonctionnement repose donc sur une société par actions simplifiée (SAS) détenue à 100 %, la société Foncière Gestion qui n'emploie elle-même que 17 salariés. Elle s'appuie également, d'une part, sur des sociétés civiles immobilières — qui sont ses filiales à 100% —, d'autre part, sur une autre association chargée de l'attribution des logements (l'association pour l'accès des salariés aux logements de la Foncière, APALOF) et enfin sur des prestataires extérieurs qui réalisent l'essentiel du travail de sélection et de suivi des investissements et, via un coûteux outil informatique — 7 M€ depuis 2003 —, la mise en location des logements. (…)* les trois principaux prestataires extérieurs *de la Foncière et de l'association APALOF, qui ont été choisis de gré à gré*[*5] *en 2004, reçoivent près de la moitié de son budget de fonctionnement. »*[*6]

Bref, c'est une cascade d'associations et de sociétés privées qui se refilent le bébé d'étage en étage mais qui n'oublient pas de prélever au passage de quoi engraisser leurs dirigeants… sans oublier d'y puiser les pots de vin de la corruption.

L'efficacité du dispositif, et ce n'est pas étonnant, n'est pas ce que l'on pourrait attendre. Pour en rester à l'exemple de « La Foncière Logement » et bien qu'*« Elle bénéficie d'avantages exorbitants du droit commun de la construction sociale : une gestion relativement autonome des fonds de la PEEC, les avantages fiscaux du régime HLM sans les contraintes du code de la construction et de l'habitation et des cessions foncières gratuites en zone urbaine sensible. »*, le constat est accablant : *« (…) le circuit (…) de la Foncière Logement apparaît comme peu performant. »*[*6] Dans la langue feutrée et policée de la Cour des comptes, « peu performant » se traduit comme largement nul.

Cette inefficacité s'explique facilement. Le dispositif PEEC n'a pas été établi pour servir les sans-toits (même si, in fine et encore heureux vu l'énormité des sommes engagées, il y a eu de nombreux logements construits) mais pour alimenter les caisses du patronat et les poches de ses affidés soit par « pompage » direct, soit par l'attribution de marchés de construction financés par ce 1 %. D'où une suite ininterrompue de scandales qui rempliraient une encyclopédie. Dans l'impossibilité d'en faire la liste, voici quelques rappels.

L'AFFAIRE ARANDA

Les plus anciens de nos lecteurs se souviennent certainement de l'affaire Aranda (du nom d'un membre du cabinet du ministre du logement de l'époque). Ecœuré par ce qu'il constate quotidiennement, Aranda décide de rendre public, grâce au Canard Enchaîné (septembre 72), une série de documents qui prouvent la corruption générée par le patronat du bâtiment au plus haut de l'Etat. Il dénonce par exemple comment l'autorisation de construire des chalets dans la luxueuse station de ski de Tignes a été achetée par des pots de vins, alors que tous les responsables savaient que ces chalets, vendus hors de prix, étaient situés dans un couloir d'avalanche (et qu'ils ont fort logiquement été emportés par une avalanche). Le scandale est énorme… mais la corruption continue.



BLABLA, BABLA, BABLA

Sautons une vingtaine d'années. En 1989 L'Inspection générale des finances (IGF) après avoir vérifié les comptes de plusieurs CILS constate toute une série de délits. Le ministre du budget de l'époque, le socialiste Michel Charasse, se lance dans un grand discours à l'Assemblée nationale pour dénoncer pêle-mêle les *« … rémunérations scandaleuses de dirigeants,* [les] *frais de gestion insensés,* [la] *corruption de fonctionnaires de l'Équipement,* [les] *transferts de propriétés illégitimes,*[les] *subventions inexplicables à des associations... »*[*7]. Il conclue sa péroraison en affirmant *« Il y a des limites »*. Des limites, il devrait surtout y en avoir face à l'hypocrisie du personnel politique, car, discours à l'Assemblée ou pas, aucune limite n'est posée dans la réalité au patronat et aux syndicats qui, tels Picsou, continuent de nager dans des budgets immenses comme des poissons dans l'eau.

PICSOU LOGÉ SUR LE DOS DES SANS TOITS

Puisque l'on parle de Picsou et autres Mickey, nouvel exemple : c'est sur le dos des sans toit qu'ils se logent à Marne-la-Vallée ! En 1991 en effet, dans le plus grand secret, trois organismes de la PEEC décident de participer au financement d'Euro Disney en lui accordant un prêt sans intérêt de 116 millions de francs (20 millions d'euros). Qu'est-ce que cela a à voir avec le logement social ? Rien, bien entendu, pas plus que la construction d'un parking privé dans le secteur des

Champs Elysées. Mais tant de générosité n'est pas perdue pour tout le monde. Mickey n'est pas ingrat et renvoie l'ascenseur : des entreprises en relations directes avec les gestionnaires des organismes de la PEEC obtiennent de juteux contrats.

A une plus petite échelle, les arrosages personnels continuent. Ainsi, en 2007, un responsable de CIL s'offre un parachute doré grandiose*8 : Christian du Chatelier prend sa retraite avec un chèque de 1,3 million d'euros. Et on ose parler de social !

Peu de temps après, les scandales de détournement de fonds sont tels qu'une des structures que le patronat utilise pour ses pompage financiers, l'Association entreprise et logement (AEL) doit être dissoute. L'association, créée avec la complicité du ministère des Affaires sociales (arrêté ministériel de mai 2007), n'a pourtant que 18 mois d'existence derrière elle mais, en si peu de mois, son « palmarès » est éloquent. Censée produire des « études », elle est dotée pour cela d'un budget annuel de 1,8 millions d'euros, somme qui passe directement dans les caisses des deux principaux regroupements de patrons, le MEDEF (Mouvement des entreprises de France) et la CGPME (Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises). Quant aux fameuses « études » produites, elles ne brilleront dans l'histoire que par leur tarif !

INFORMATIONS EN LATIN

Si les patrons se sucrent joyeusement, les syndicats ne sont pas en reste. Eux aussi se découvrent une vocation tardive pour les études. Toujours en 2007, et toujours avec la complicité de l'Etat, ils créent un parallèle syndical à l'AEL, l'Association pour la promotion et l'étude du logement des salariés (APELS). En langage syndical, vous ne le saviez peut-être pas, assurer la *« promotion … du logement des salariés »* consiste à prélever sur le budget du logement la coquette somme de 1,2 millions d'euros par an pour les verser directement dans les caisses de la CGT, de la CFDT, de FO, de la CFTC et de la CGC. Comme l'AEL, l'APELS étant allé trop loin, elle est dissoute après 18 mois de vie. Quant au bilan de son action, il est *« …insignifiant. À la rubrique « Actions », le site web de cette structure d'« information » à l'usage des salariés affichait en juin 2009 des pages de faux texte rédigé en latin ! »**7. A un million d'euros par an, ça fait cher la plaisanterie.

Au passage, soulignons que le patronat et les syndicats n'ont pas tout perdu en dissolvant ces associations. En effet, la loi du 18 janvier 2005 relative au plan de cohésion sociale avait su se montrer généreuse envers eux en légalisant une disposition conventionnelle très douteuse liant l'UESL (la tête du réseau des CIL) et l'Etat selon laquelle *« le prélèvement annuel d'une fraction des sommes perçues par l'UESL pour son fonctionnement peut être reversé aux partenaires sociaux en défraiement forfaitaire des charges que représente leur participation à l'ensemble des travaux et activités de l'union et de ses associés collecteurs »*. Et cette participation n'est pas payée au SMIC, croyez-le ! Pour la seule année 2008, elle était de 5 millions d'euros (somme à laquelle il faut ajouter les 3 millions transitant en toute illégalité par les deux fameuses associations, AEL et APELS).

En 2009, la Cour des comptes, qui avait déjà produit en 2006 un rapport accablant, récidive. Elle souligne *« … que la plupart des dysfonctionnements constatés en 2006 dans la gouvernance de la PEEC* [ont] *perduré… »*. Il aurait été plus précis d'écrire qu'ils duraient depuis… 1953 ! Parmi les multiples anomalies relevées, la Cour constate des « conflits d'intérêt » (c'est-à-dire le fait qu'une même personne soit en même temps juge et partie) : *« Plus de la moitié des membres des conseils d'administration de l'ANPEEC et de l'UESL sont à la fois titulaires et/ou suppléants dans les deux entités. L'exercice par les mêmes personnes de mandats au sein de l'UESL, tête de réseau des collecteurs et de l'ANPEEC, organisme de contrôle, est par définition, source de conflits d'intérêt. »* et relève que le contrôle du fonctionnement est pratiquement impossible puisque : *« La série des conventions* [sur lesquelles reposent le fonctionnement de l'ensemble du système] *constitue un ensemble toujours opaque et inaccessible, car elles ne sont publiées ni au Journal officiel, ni au bulletin officiel du ministère chargé du logement. »*. Que des conventions publiques (puisque engageant l'Etat) soient, en pratique, tenues secrètes, cela démontre quel est le but essentiel des organisateurs du système !

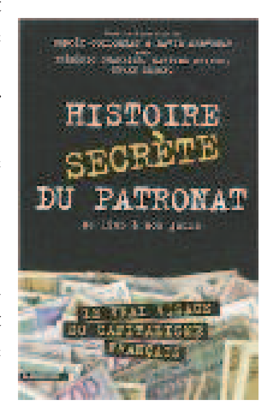
SARKOZY NATIONALISE L'ANPEEC

Finalement, un gouvernement de droite, sous la houlette de la ministre Boutin, se voit obligé d'annoncer qu'il va *« rétablir le bon fonctionnement de la chaîne du logement »**9. Et, la seule solution qu'il trouve, c'est de… nationaliser le contrôle de la PEEC (*« Le rôle de l'Agence nationale de participation des employeurs à l'effort de construction est recentré sur les missions de contrôle de l'ensemble des acteurs du 1 % logement. Sa gouvernance relève désormais uniquement de l'État. »**9), ce qui, pour des ultralibéraux, ne manque pas de sel… mais, vu la gabegie dans laquelle se sont vautrés pendant des décennies syndicats et patronat, même Sarkozy ne peut sauver leur mainmise directe sur le pactole du 1 % !

En réalité, il n'y a pas là de quoi se réjouir. Non pas que l'on puisse regretter la cogestion patrons / syndicats. Mais, la « gouvernance par l'Etat », nous savons trop ce que c'est et ce que ça peut être : corruption, cadeaux au patronat (et aux syndicats), malversations… De plus, les milliards d'euros détournés depuis plus d'un demi-siècle ne reviendront jamais dans la poche des travailleurs. Enfin, fort curieusement, à partir du moment où le contrôle a quitté les mains du patronat et de ses valets syndicaux, la collecte de la PEEC a connu sa première baisse. Ainsi, en 2010 *« Le montant total* des ressources de la PEEC s'élève à 4000,2 millions d'euros, soit 4,7 % de moins qu'en 2009. La collecte nette régresse de 2,2 % et les retours de prêts décroissent de 10,1 %. »*4. Certes, la crise est là, et pour la première fois en 2010, la masse salariale a diminué (de 1,04 % par rapport à 2009) ; mais on ne peut que s'interroger sur le différentiel entre les deux chiffres : simple hasard, ou organisation volontaire de fuites financières d'un système qu'on ne contrôle plus parfaitement ? La suite nous le dira. Pour l'instant, la vache à lait continue de nourrir les bonnes bouches*10. Pendant ce temps, de plus en plus de familles vivent dans la rue.

_1 - Décrets N° 53-701 du 9 août 1953 et 53-1184 du 2 décembre 1953, pris sur habilitation de l'article 7 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953. _2 - Les collecteurs sont passés au total de 203 comités

interprofessionnels du logement (CIL) et chambres de commerce et d'industrie (CCI) en 1998 à 116 en 2007, 109 en 2008, 24 en 2011. Cependant, dans son rapport 2009, la Cour des comptes notait que *« rationalisation n'est toutefois qu'apparente, car dans le même temps les participations financières des collecteurs se sont développées »*, remarque reprise dans le rapport 2010 : *« Le coût opérationnel net des collecteurs – total des charges opérationnelles, amortissements compris, moins la production facturée et les produits divers – avait augmenté de 5 % en 2008, passant de 315,8 M€ à 332,2 M€. Ce coût a ensuite légèrement diminué de 2 % en 2009-2010 pour atteindre 324,9 M€, soit encore 3 % de plus qu'en 2007 ». Dans le même temps « Les frais de sous-traitance ont augmenté de 5 % en 2010. Les collecteurs employaient en 2009 plus de 2 200 salariés (en équivalent temps plein) ainsi que près de 900 personnels externes (mis à disposition, intérimaires, etc.). En 2010, le nombre de salariés n'avait pas diminué par rapport à 2009 mais le nombre des personnels extérieurs s'était accru de près de 100 personnes. »*. L'usine à gaz n'est pas prête de dégonfler ! (pour les rapports de la Cour des comptes, voir la note 6) _3.- UESL : Union des entreprises et des salariés pour le logement, c'est une société anonyme à capital variable. _4.- Participation des employeurs à l'effort de construction rapport annuel statistique et financier. Exercice 2010 http://www.anpeec.fr/pdf/2012/RASF 2010.pdf _5.- « de gré à gré »... ce qui permet de financer qui on veut. _6.- Sous le titre « Le 1 % logement : une réforme à mi-parcours » on trouvera le Rapport public annuel 2013 de la Cour des comptes, qui fait référence aux rapports antérieurs (2006, 2009, 2010) que l'on peut également consulter sur www.ccomptes.fr et auxquels nous avons largement emprunté pour cet article. _7.- *« Histoire secrète du patronat »* Frédéric Charpier, Benoit Collombat, Martine Orange, David Servenay et Erwan Seznec, Edidtions La Découverte, 719 pages. Plusieurs exemples de cet article sont tirés de cet ouvrage qui, du recyclage des anciens cadres de Vichy dans la reconstruction jusqu'aux caisses noires des syndicats patronaux, en passant par le financement secret des partis politiques ou les graves dérives du paritarisme, décrit les lobbyistes d'un patronat capable de se tailler des réglementations sur mesure au mépris de la qualité de vie des citoyens, et qui a su s'appuyer sur des « intellectuels » et les grands médias pour faire sa propagande. Cet ouvrage brosse le vrai portrait de nombreux patrons et révèle les origines souvent fort troubles de la plupart des grandes fortunes françaises. La légende de patrons conquérants, prenant tous les risques pour faire leur fortune à la force du poignet, sort sérieusement écornée de ce magistral ouvrage. _8.- Voir sur ces fameux parachutes notre numéro 137. _9.- Loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion. Extrait de l'exposé des motifs. _8.- Un directeur de CIL, âgé en moyenne de cinquante-cinq ans, reçoit une rémunération brute médiane de 110 000 € par an, et parfois bien plus, sans compter la persistance des parachutes dorés et autres petits cumuls.



BORDEAUX : DU RIFIFI A L'INSPECTION du TRAVAIL

Il peut arriver à tout un chacun de recevoir un courrier qu'il juge déplaisant mais qui est sans autre conséquence. Généralement, on met ça à la poubelle, point barre. Pas à Bordeaux, pas à l'inspection du travail, pas à la CFDT. Un contrôleur du travail, adhérent à l'un des groupe qui, en France, se réclament de la CNT sans être membre de celle-ci est poursuivi au pénal par la dite CFDT.

Son crime ? Avoir envoyé en interne un mail (avec une photo des accords de Munich) protestant contre la participation de cette centrale aux négociations dites réforme Sapin. *« Diffamation non publique »*, que ça s'appelle. Ceci dit, les faits sont si peu graves que la condamnation maximale encourue (une simple contravention, comme pour un stationnement irrégulier) n'est que de 38 euros.

Par contre, ce qui est très grave, c'est que quelqu'un soit pénalement poursuivi pour avoir fait une critique aussi banale et aussi légitime, c'est qu'un syndicat poursuive un syndicaliste parce qu'il n'est pas d'accord avec lui pour une question liée à l'activité professionnelle, c'est qu'un salarié modeste soit contraint à faire des frais d'avocat importants, c'est que la liberté d'expression soit piétinée. Nous dénonçons clairement ce comportement inadmissible.

La rédaction

Les requins de la reconstruction

Les scandales dans la construction, il n'y a pas qu'en France… Aux Etats-Unis, la série Treme, diffusée récemment sur « France O », nous racontait comment cela s'était passé à la Nouvelle-Orléans après la catastrophe de Katrina.

La série, centrée sur le milieu des musiciens, est reconnue pour sa qualité documentaire, et, s'il y a de la fiction, ce n'est pas dans le contexte qu'elle décrit. Elle montre notamment toutes les magouilles institutionnelles qui ont présidé à la reconstruction de la ville. Et la série n'est pas avare de descriptions sur le comportement des entrepreneurs. Après la catastrophe, l'Etat fédéral américain a passé des appels d'offre pour le nettoyage et la reconstruction de la ville.

Et là, les capitalistes se sont comportés comme les charognards qu'ils sont. Ça a été la ruée dans les quartiers pauvres dévastés, des maisons étaient déclarées insalubres et leur démolition démarrait dans la journée, cela sans même avertir les habitants !

Des maisons classées au patrimoine de la ville ont été également démolies. Sous prétexte d'insalubrité, comme il est bien montré dans la série, ces destructions n'avaient qu'un but : construire des logements de standing dans la ville. La reconstruction de la Nouvelle-Orléans n'est qu'une question de gros sous : construire des appartements neufs, construire un musée de la musique dont la finalité culturelle n'est rien face aux enjeux financiers qui se cachent derrière... Avec l'argent fédéral qui a coulé à flot pour les entreprises du pays (mais pas pour les pauvres) est arrivée sa vieille copine : la corruption. Dans cette ville dévastée, les pots de vin sont légions et les conseillers municipaux prennent leur part du gâteau. Un « exemple » à méditer.



LE GPV, ARME DE DESTRUCTION MASSIVE DE LOGEMENTS SOCIAUX

Chaque hiver – en fait chaque année – la situation devient de plus en plus catastrophique : des familles sont jetées à la rue, vivent sur des trottoirs, dans des hôtels borgnes ou des baraquements de fortune dans les lieux les plus insalubres… Rien qu'à Toulouse, en novembre dernier, un travailleur social pouvait affirmer que, par une nuit de grand froid, le Samu social avait été dans l'impossibilité de proposer le moindre logement à 182 personnes dont une cinquantaine d'enfants pour lesquels l'Etat n'avait donc eu aucune solution à proposer (« La Dépêche », 19 novembre 2013). Interrogée sur ce point, la préfecture avançait le chiffre ridicule de « 35 places » de créées et la perspective de 25 autres en osant affirmer *« … mais nous n'avons pas encore trouvé les appartements pour loger des familles »*. Un comble de cynisme, comme si la préfecture ne savait pas qu'au moment même des centaines d'appartements sociaux en parfait état étaient systématiquement détruits dans le quartier de La Reynerie… malgré l'opposition des habitants concernés et dans le silence étourdissant des politiques, des médias, des grandes associations et autres responsables. La parole à des habitants de La Reynerie*[1].

RECETTE OFFICIELLE POUR FABRIQUER DES S.D.F.



1/ PRENEZ UN IMMEUBLE NORMAL D'HABITATION SI POSSIBLE EN EXCELLENT ÉTAT.

Quand vous assistez à toutes ces démolitions, quel est votre sentiment ?

_ « Le premier sentiment, celui qui saisit les habitants, et toute personne un peu sensée, c'est celui d'un énorme gaspillage. Les immeubles de Reynerie destinés à la démolition avaient fait l'objet d'une réhabilitation il y a une dizaine d'années. Tout avait été vérifié et remis en état après l'explosion d'AZF en 2010*[2]. Les appartements sont spacieux, des T4 de 90 m², des T5 de 100 m², conçus pour les familles, avec de grands balcons, 2 points d'eau pour les T5… A quoi rime de casser ça ? Le gouvernement, tous les responsables politiques nous rebattent les oreilles des économies à réaliser, de la nécessité de se serrer la ceinture, et ils dépensent des millions payés par les impôts pour casser des appartements habitables ! »

_ « Démolir, c'est aussi et surtout un coût humain. Que les personnes qui souhaitent partir ou changer de logement puissent le faire, c'est normal. Il ne devrait pas y avoir besoin de démolir leur logement pour le leur permettre. Mais pour les autres, ceux qui ne souhaitent pas déménager, pour un tas de raisons, ce déplacement forcé est désastreux. Et en premier lieu pour les personnes âgées, contraintes de quitter dans la précipitation un logement qu'elles habitent depuis une trentaine d'années. Certains en meurent. »

_ « Le logement, c'est vraiment le dernier rempart contre la misère. Parce que c'est un toit, mais aussi parce que c'est un lieu où se poser, un lieu ou vivre ensemble, un « chez soi ». En être chassé, devoir en partir sans l'avoir décidé, c'est très difficile à assumer. Il faut tout recommencer, sans préparation. C'est pourquoi un des mots d'ordre des habitants contre la démolition était « partir ou rester, c'est à nous de décider ». Certains habitants en sont à leur troisième déménagement imposé pour cause de destruction de leur ancien immeuble ! »

Pourquoi cette casse ?

_ « Les prétextes invoqués pour ces destructions sont essentiellement : la déshumanisation supposée liée aux tours d'immeubles - autrement dit « la faute au béton » -, la « ghettoïsation » des quartiers populaires, et en particulier la part importante d'habitants colorés, d'origine étrangère. »

Qu'en est-il réellement de la valeur de ces arguments ?

_ « Les barres Gluk et Messager contre la destruction desquelles nous nous battons sont dans le quartier de La Reynerie, au Mirail, élément du projet urbanistique de l'architecte Candilis*[3], étudié et visité par des élèves architectes du monde entier. Les appartements sont spacieux, confortables (par exemple, une salle d'eau et une salle de bain pour un T5 ou un T6, le cadre est paysager (lac de Reynerie), les infrastructures sociales et culturelles fonctionnent très bien. Les charges comprennent l'eau et le chauffage collectif, fourni par la combustion des ordures ménagères. On est loin de la caricature du quartier champignon, construit dans l'urgence sans planification ni réflexion. »

_ « La justification par exemple, pour détruire la barre Gluck est « aérer le quartier » en plantant un bosquet à sa place. Notons que pour installer le chantier de démolition, il a d'abord fallu raser plusieurs grands et beaux arbres plantés aux abords des cages d'escaliers. »

_ « On voit bien qu'il s'agit là d'un prétexte. L'architecte Candilis a élaboré son projet en tenant compte des futurs habitants. La préfecture et la marie, elles, dans leur Grand projet de ville (GPV), ne tiennent compte que de l'intérêt des promoteurs. Par exemple, les barres seront détruites, mais il est prévu la construction d'une tour de 10

étages d'appartements plus petits en surface (20 m² carrés de moins pour un T4) mais en accession à la propriété pour la moitié. »

_ « Dans les années 80, pour justifier un abandon complet de certains quartiers qui devenaient plus pauvres, on nous a parlé de problème d'architecture, de problèmes liés au béton, etc. Autant de mensonges qui permettaient de faire oublier l'essentiel, ce qui arrivait aux gens concernés : le chômage de masse qui se développait, la précarité qui se mettait en place peu à peu. Ce discours s'est aussi racialisé : on nous a parlé d'intégration, de problèmes à propos de gens depuis longtemps en France ou même pour des jeunes français. Aujourd'hui, maintenant que tout est racialisé (« Dis moi ton origine, je te dirai qui tu es, ce que tu vaux... »), pour faire accepter les délogements et l'éloignement des plus pauvres et des plus précaires, on nous parle d'un « bon urbanisme ». »

_ « Pour nous, il ne s'agit pas d'urbanisme, de réflexion sur la ville, mais tout simplement de l'application d'une politique violente et méprisante à l'encontre de toute une partie de la population considérée comme de la poussière que l'on peut déplacer sans conséquences. »

Et la rengaine sur la mixité sociale ?

_ « Soyons clairs : les gens se logent là où ils peuvent le faire financièrement, là où les loyers et les charges sont abordables, là aussi où ils savent pouvoir créer des liens, bénéficier du soutien de la famille et d'amis. Les habitants des quartiers populaires sont majoritairement des personnes aux revenus modestes, des familles ouvrières, en précarité financière. Et alors ? Les habitants de Saint-Georges[*4] ou de Neuilly[*5] sont majoritairement des familles riches ou au moins à l'aise financièrement. Personne ne trouve ça anormal. »

_ « Ce qui crée l'effet ghetto n'est pas que les gens se regroupent selon leurs origines sociales ou autres, c'est le fait qu'ils ne soient pas considérés et qu'ils ne se considèrent pas comme étant de la ville à égalité avec les autres habitants. C'est le fait qu'ils soient rejetés en raison de leurs origines, de leurs supposées différences. Et qu'ils intègrent ce rejet. »

_ « Qu'on arrête de nous bassiner avec la mixité sociale. Les gens ont des modes de vie liés à leurs revenus. Un quartier conçu uniquement pour le gens aisés se videra au fur et à mesure de ses habitants les plus modestes car il ne leur sera plus adapté : les commerces, les services par exemple, ne sont pas les mêmes selon qu'ils s'adressent à une clientèle aisée ou à une clientèle modeste. Il est vrai que les quartiers populaires sont des lieux où existent encore des solidarités fortes entre les gens et que cela ne plaît pas à tout le monde. La pseudo « mixité sociale » tant vantée vise aussi à détruire cette solidarité : les gens déplacés se retrouvent déracinés, sans attaches, sans histoire, avec tout un réseau à reconstruire sans garantie de réussite. »

Justement, pour les gens qui ont déjà été obligés de partir, ça se passe comment ?

_ « Pour ceux-là, le bilan n'est pas souvent positif : même si le loyer reste équivalent - ce qui est rarement le cas -, les charges sont presque toujours plus élevées, et en particulier le chauffage. Il est difficile de payer, et même en faisant très attention, certains n'y arrivent pas. Tout est plus cher dans les nouveaux quartiers, conçus pour une population plus aisée. A Reynerie, les magasins sont plutôt bon marché, la solidarité fonctionne. Mais ailleurs, les gens sont seuls, isolés, ils ne peuvent pas compter sur les voisins pour les dépanner, garder les enfants, etc. Sans parler dur regard de certains habitants sur les nouveaux venus du Mirail. Beaucoup d'anciens habitants cherchent à revenir parce qu'ils ne s'en sortent plus dans leur nouveau logement. Il ne s'agit pas de communautarisme, mais de solidarité. Aucun des arguments avancés pour détruire ces centaines de logement sociaux en bon état (et parfois en parfait état) n'est crédible.



2/ VIDEZ-LE D'UNE PARTIE DE SES HABITANTS. ARRACHEZ LES PORTES, FENÊTRES ET FAÇADES. METTEZ LES HABITANTS RESTANTS SOUS BÂCHE PLASTIQUE BLANCHE

Dans le fond…

_ Dans le fond, le « Grand projet de ville » (GPV), qui programme toutes ces démolitions, consiste en vérité à chasser les plus pauvres du quartier, afin de récupérer du terrain pour les promoteurs et y installer des « moins pauvres » dans des appartements plus petits, plus chers, dont un tiers seulement sera en logement social, le reste étant en accession à la propriété. Des responsables politiques, des urbanistes, des architectes disent en réunion que leur travail est de *« changer de population »*. »

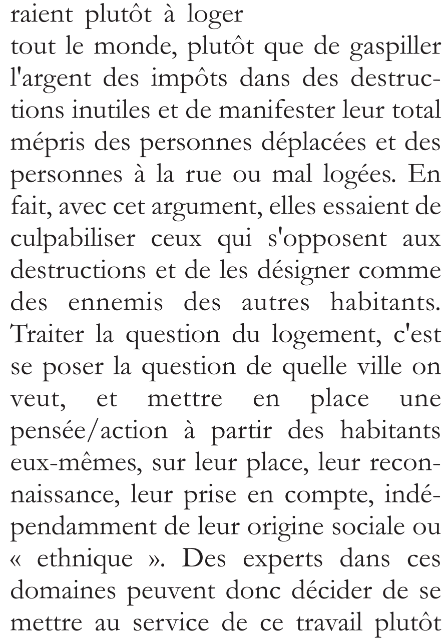
_ « A Toulouse, les quartiers populaires se trouvent encore en ville, bien desservis par les transports en commun. C'est une chance et une aide importante pour les habitants : plus on est précaire, plus on a besoin d'être proche des lieux de travail, des agences d'intérim, des écoles, des services sociaux... plus on a besoin de pouvoir se déplacer facilement. Cependant, une ville qui a des quartiers populaires en son centre ne donne pas l'image lisse et branchée attachée aux villes modernes. Les quartiers populaires restent des lieux inquiétants, ou les émeutes sont encore possibles, et puis *« cachez ces pauvres que je ne saurais voir... »*. Autant de raisons pour tenter d'éloigner les plus pauvres de la ville proprement dite. »

_ « C'est aussi une façon de ne pas traiter les problèmes réels que rencontrent les habitants de ces quartiers : misère, exclusion, trafics, etc. Tous points sur lesquels il y a des choses à faire immédiatement pour améliorer le quotidien. »

La propagande officielle présente le GPV comme le gage d'une ville heureuse et prétend que tout se fait dans la « concertation »

_ « Le « Grand projet de ville », c'est donc le projet d'une ville « heureuse »,

proprette et festive, entre gens de bonne compagnie. Comme le disent les délogés de Gluck : *« La mairie projette de belles images de La Reynerie en 2016, mais c'est sans nous, nous n'y serons plus »*. Et qu'on ne vienne pas nous opposer l'argument du soi-disant « *intérêt général* », comme le font la mairie et la préfecture : si elles avaient réellement ce souci, elles ne détruiraient pas de beaux appartements surtout en période de crise : elles veilleraient plutôt à loger tout le monde, plutôt que de gaspiller l'argent des impôts dans des destructions inutiles et de manifester leur total mépris des personnes déplacées et des personnes à la rue ou mal logées. En fait, avec cet argument, elles essaient de culpabiliser ceux qui s'opposent aux destructions et de les désigner comme des ennemis des autres habitants. Traiter la question du logement, c'est se poser la question de quelle ville on veut, et mettre en place une pensée/action à partir des habitants eux-mêmes, sur leur place, leur reconnaissance, leur prise en compte, indépendamment de leur origine sociale ou « ethnique ». Des experts dans ces domaines peuvent donc décider de se mettre au service de ce travail plutôt que contre les gens.



_ « La concertation n'est qu'un prétexte pour dire qu'on les a consultés, mais nous ne sommes pas les acteurs des changements en fonction de nos besoins, de nos désirs, à partir de nos idées - parce que nous en avons ! Ne sommes-nous pas les mieux placés pour savoir ce dont nous avons besoin ? Dans quel type de logement nous voulons vivre et de quel quartier nous rêvons ? Nous sommes capables de réfléchir, nous sommes riches d'expériences, de savoir-faire, de savoir-vivre, beaucoup de gens à l'extérieur nous envient notre façon de vivre en société à la manière d'un village, nous avons des idées concernant les lieux, les équipements, l'environnement, les travaux, la convivialité, le partage...

A côté de tous ces problèmes très graves, il y a aussi celui de l'urgence, lui aussi vital.

_ « Un logement, un *« chez soi »*, ce n'est pas simplement avoir un toit sur la tête. C'est bien plus que cela : c'est un lieu où se poser, ou *« rentrer »*, ou retrouver les siens. C'est un élément fondamental de stabilité, qui permet de se projeter, d'inscrire les enfants à l'école, de se laver, de cuisiner, de travailler, d'avoir une vie sociale... C'est la fin de l'errance, la possibilité de se sentir d'ici, d'en être réellement. De ce point de vue, ce n'est pas un hasard si depuis la destruction largement médiatisée de *« La Jungle »*, campement des réfugiés de Calais, dans tous les campements déclarés illicites de Roms ou de sans-papiers, l'évacuation s'accompagne d'une destruction méthodique par les bulldozers des cabanes et des effets personnels que les occupants n'ont pas pu emporter. Il s'agit de supprimer toute réalité de ce *« chez soi »* que les habitants de ces campements réussissent à recréer malgré les difficultés de leurs conditions de vie. »



3/ REDUISEZ L'ENSEMBLE EN GRAVATS A COUPS DE PELLES MECANIQUES

_ « Poser la question de la crise du logement uniquement par le biais de construire des réponses d'urgence, même si c'est nécessaire, ne permet pas de traiter la question sur le fond : la précarisation continue, même pour les familles qui sont un moment mises à l'abri. L'urgence n'est en réalité que l'aboutissement d'un long processus qui démarre bien plut tôt, et qu'on ne peut résoudre ou même aborder si on ne réfléchit pas au problème en profondeur en prenant les gens en compte avant, bien avant la rupture de la rue, ou de l'expulsion. Il s'agit par exemple de réfléchir aux situations de toutes les personnes mal logées, dans des conditions d'insalubrité, de surpeuplement, de toutes les personnes qui risquent de perdre leur logement, et de ceux qui sont hébergés provisoirement dans la famille, chez des amis ou dans des structures sociales ou des squats... La question de l'urgence se pose au bout du processus, quand les gens n'ont plus rien, ont tout épuisé.

_ « Alors comment poser les choses avant d'en arriver à la situation d'urgence ? Est-ce que cela est possible, faisable ? Quel travail engager pour cela ? Au-delà de l'urgence la *« question du logement »* recouvre des situations diverses, dont le point commun réside dans la précarité des personnes concernées. Il y a les gens à la rue, là intervient l'urgence. Il y a ceux qui ont un logement précaire (personnes hébergées, personnes avec très peu de ressources, sans) et craignent de ne pas pouvoir le garder ; les personnes mal logées, dans des appartements insalubres, trop petits, surpeuplés... ceux qui ont été délogés par le GPV et la destruction de leur appartement, et qui se retrouvent dans un logement éloigné, avec des charges élevées, et en difficulté financière ; tous ceux qui ont des ressources très faibles, et qui ne sont pas éligibles au logement social (Rmistes, chômeurs, jeunes précaires, sans-papiers...). Jusqu'à présent, les « Politiques de la ville » successives ont eu comme objectif de casser les barres



4/ ETONNEZ-VOUS QUE DES FAMILLES SOIENT A LA RUE ET DECLAREZ D'UN TON PEINÉ « NOUS N'AVONS PAS ENCORE TROUVÉ LES APPARTEMENTS POUR LOGER LES FAMILLES »

et les tours des quartiers populaires et d'en disperser la population au maximum. »

_ « Le problème de ces politiques, c'est qu'on a reconstruit sur des ruines ou construit des habitations avec des loyers qui ne correspondent plus aux HLM. C'est la libéralisation dans tous les secteurs. Les ex-HLM n'échappent pas à la dérégulation subie sur le plan socio-économique. Ces politiques sont imposées d'en haut, les habitantes et habitants n'ont pas droit à la parole. »

Au total, le GPV…

_ « C'est une véritable gifle pour toutes les personnes mal logées ou à la rue : plutôt que de les loger, la mairie et la préfecture détruisent, sans aucune nécessité objective, des logements sociaux vides et habitables immédiatement, en ville, dans un quartier avec toutes les commodités de transport et de services. La démolition pour ces familles, c'est un acte d'une extrême violence, qui les renvoie au néant, qui leur signifie qu'ils ne comptent pas. »

_ « Il n'est pas possible aujourd'hui à Toulouse de prétendre se mobiliser pour le droit au logement de chacun, contre la misère et tout ce qui la favorise, sans prendre position contre la démolition de centaines de logements sociaux salubres dans le cadre du GPV. Vous qui lisez cet article, nous vous invitons à y réfléchir, à en discuter, à faire savoir votre position. Pour notre part, nous continuons à travailler à un moratoire sur les démolitions, travail ouvert à qui souhaite s'y associer. »

_1.- Remerciements à Brigitte, Zoubida, Marcel et Jean-Louis, contact : ouvriersgens-d'ici@free.fr ; site : wwwouvriersgensdici.net ; tel 06 13 06 94 62 _2.- Le 21 septembre 2001, l'explosion de l'usine AZF La Grande Paroisse a tué 31 personne et fait plus de 2 500 blessés, entraînant de lourds dommages matériels dans les quartiers avoisinants dont celui de La Reynerie. D'importants travaux de réhabilitation eurent lieu pendant plusieurs années dans tous les immeubles. _3.- Considéré comme l'un des grands architectes et urbanistes contemporains, Georges Candilis fut l'un des principaux collaborateurs de Le Corbusier. _4.- Quartier « chic » du centre ville toulousain. _5.- Avec un revenu fiscal médian de plus de 55 000 euros par ménage, (première ville française de plus de 20 000 habitants sur ce plan), Neuilly est un horrible ghetto pour riches. Une mesure s'impose en urgence : le transfert de plusieurs familles de Neuilly dans les barres de Reynerie. On est pour la mixité sociale ou on ne l'est pas !

REFLEXIONS A PROPOS DE PÔLE EMPLOI & DES EQUIPES PLURIDISCIPLINAIRES

➢ POURQUOI LES ÉQUIPES PLURIDISCIPLINAIRES ?

L'État veut que les personnes au RSA intègrent Pôle emploi. C'est soi-disant pour faciliter la vie des chômeurs-euses, mais en fait cela facilite le contrôle de ses dernier-es. Dans le nouveaux discours dominant, toucher le RSA nécessite des droits et des devoirs. Ils veulent nous obliger à trouver du travail (alors qu'auparavant on pouvait avoir seulement un « projet de vie », ce qui n'implique pas une activité salariée). Tout cela est fait pour que les personnes au RSA comprennent qu'on leur fait l'aumône. La menace de radiation est là pour obliger à chercher un emploi. L'État garde ses pouvoirs régaliens (armée, police, justice), mais de plus en plus de décisions sont décentralisées vers les régions. Ces dernières feront ce qu'elles voudront en fonction de leurs moyens. Normalement le RSA, au départ, provenait d'un financement étatique. Il va provenir de plus en plus du financement des régions : la gestion en devient différenciée. Les chômeurs-euses seront désormais soumis-es à une double peine (comme les personnes en situation d'étrangisme...) : CAF + Pôle emploi.

➢ QUELLE ACTION DES SYNDICATS À PÔLE EMPLOI ?

Les salarié-es de Pôle emploi ne mènent aucune réflexion sur les EP, et les syndicats institutionnels non plus... Le mieux serait, pour nous, d'abolir le RSA. Il faudrait considérer tout le monde comme acteur de la vie en société (pas de la société capitaliste évidemment). Au départ, les ASSEDIC fonctionnaient sous forme de mutuelle. C'est devenu un simple moyen de contrôle. En tant qu'anarchosyndicaliste, la CNT-AIT peut revendiquer la suppression immédiate des EP et du RSA, et le mutuellisme à la place. Bien sûr, ce sont des revendications immédiates, donc dans le cadre de la société de classe. Mais cela peut impliquer un début de rupture.

➢ FERNAND PELLOUTIER ET LES BOURSES DU TRAVAIL

Il faut en revenir aux origines des Bourses du Travail et à l'action de Fernand Pelloutier en tant que secrétaire de celles-ci (1895-1901). Les Bourses du Travail sont tenues par les travailleur-euses, et cela implique la fermeture immédiate de Pôle emploi. Tout le monde pourrait ainsi participer à la vie de la société. Il y a des exemples de personnes pratiquant le mutuellisme, notamment vers Nancy : il y a une caisse où tout le monde cotise, et l'argent est redistribué selon les besoins (un peu comme à la CNT-AIT de fait).

De plus, il faut impérativement que les collectifs de chômeurs-euses arrêtent de participer, et donc de cautionner les institutions, telles que les Équipes pluridisciplinaires. De fait, le taux de chômage continuera d'augmenter : à l'heure actuelle, 42 % des chômeurs-euses sont indemnisé-es par Pôle emploi. Il faut se rappeler que le RMI, ancêtre du RSA, fut créé sous Mitterrand : c'est l'exemple parfait de la bonne charité bourgeoise du Parti Socialiste.

➢ DIMINUTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Tout un-e chacun-e devrait pouvoir participer à la construction de la société, à la hauteur de ses possibilités. Les chiffres du chômage sont créés de toute pièce pour instituer la peur. Chacun-e devrait avoir une place dans la vie collective. Diminuer le temps de travail (revendication historique des anarchosyndicalistes, la première journée de 8h fut obtenue à Sidney, en 1857, grâce à une grève générale de 24h...), passer par exemple immédiatement à 25h/semaine sans diminution de salaire, est-ce une solution ? Cela diminuerait le chômage de manière réelle, et ça viderait un peu les poches des patron-nes. Il faut virer les patron-nes de la gestion des ASSEDIC et aussi de la Sécu. Il faut rappeler que les cotisations patronales n'existent pas : les patron-nes ne créent pas les richesses, ce sont les seul-es travailleur-euses qui les créent.

Gui, Marie et Pitufo, CNT-AIT 09/02/2014



Le postmodernisme, nouvel âge de l'obscurantisme

Le sentiment et l'idée de chaos qui, aujourd'hui, prédominent font suite à une perte de repères dans tous les domaines. Au niveau social, nous assistons à l'éclosion de différents courants plutôt ordinaires ou insolites suivant le cas.

Les identités anciennes, à vocation plutôt politique ou impériale, comme les nationalismes et les religions, côtoient, sous de nouveaux habits, de nouvelles identités, plus prosaïques et déroutantes, comme les tendances queer, gay, trans, skin, punk ou antispéciste, etc. C'est par une idéologie hyperindividualiste que s'affirment toutes ces identités multiples. Elles sont le reflet du postmodernisme. Le point de départ est le modernisme dont le préfixe « post » évacue toute autre référence.

Le modernisme étant ce qui est toujours à venir, on comprend facilement que l'on puisse rattacher la théorie dite de la fin de l'histoire au postmodernisme. C'est parce que ce dernier ne s'auto-situe pas que nous nous devons de le situer et le dénoncer. Il faut, avant toute chose, garder à l'esprit la confusion qui existe entre modernité et libéralisme qui pèse sur l'idéal de la modernité, ramenée au développement industriel et capitaliste.

Le postmodernisme s'oppose au modernisme en réorientant, non le capitalisme, mais la société du capitalisme dans son ensemble, en la détournant des aspirations d'émancipation de la modernité. Fondamentalement, l'esprit capitaliste demeure, se perfectionne, car il intègre des thèmes qui, au départ, lui sont étrangers, voire hostiles. En effet, il aspire à devenir total.

Mais, il faut, d'abord et logiquement, définir ou rappeler ce qu'est le modernisme que l'on confond, à tort, et de manière pas du tout innocente, avec l'histoire du capitalisme. Le modernisme est une conception de la société qui s'impose à partir de la fin du XVIII° siècle. Il développe la conception de la liberté individuelle, de l'humain comme sujet pensant, tout en cohabitant avec le développement capitaliste de l'industrie, l'affirmation de l'État centralisé. Le modernisme, voit dans le développement technique et scientifique, une façon de suppléer aux insuffisances de l'Homme (maladie, handicap, santé, bien-être, ...) et la technique devient synonyme d'efficacité. Avec le développement de celle-ci, on assiste, aussi, à la mise en spectacle du monde*[1]. C'est l'époque industrielle, marquée par la concentration des moyens de production dans les Etats impérialistes. Elle met, avec la guerre 1914-1918, un terme définitif à l'époque classique qui était basée sur l'absolutisme religieux. Malgré les atrocités de cette période de guerre et d'industrialisation capitaliste à outrance, les affirmations centrales du modernisme, l'universalisme, l'affirmation de l'Humanité et le rejet de la guerre représentent l'antithèse du capitalisme. La confusion des deux, et l'inculture historique, permettront aux pomos*[2] d'enfourcher ce cheval de bataille dans leurs homélies.

Le discours de la modernité reste une cohérence et un langage où l'individu est pensé, représenté comme sujet pensant et indépendant. C'est la rationalisation de l'action (méthode, logique, dialectique, buts). La référence au rationnel, à la raison, est omniprésente. Cela s'accompagne d'une éthique des comportements qui se traduit par la libération de l'individu, et c'est au sein de la société qu'a lieu cette libération du corps, de l'esprit et des idées ainsi que leur expression avec les limites que l'on connaît.

Les femmes y tiennent une place importante et le féminisme combat l'exploitation en se battant contre toute forme de déterminisme lié au sexe. En parallèle, une exigence de responsabilité impose d'assumer choix et erreurs propres à un monde incertain, mais opposé par principe à l'absolutisme et à la pétrification.

La légitimation de cette libération est pensée comme objective, donc, non exclusive d'un groupe particulier. Ceci caractérise, très brièvement, les XIX° et XX° siècles (sur le plan idéologique).

En s'opposant au modernisme, le pomo remet en cause son bien-fondé. Le postmodernisme se présente comme un ensemble de recherches qui prétend ne véhiculer aucune idéologie particulière; il se veut purement pragmatique, neutre et objectif.

La réalité n'existerait que par le narratif

Mais, il pose, cependant, un postulat, ce qui le rend, tout de suite, moins neutre. Il part du principe que la réalité n'existe que par le narratif, c'est-à-dire par le discours qui, seul, ferait la réalité. Par la langue et le vocabulaire, cette construction de la réalité ne serait qu'une affaire d'interprétation, et l'imaginaire seul lui donnerait forme. Il y a, là, une négation flagrante de la vérité des faits et l'attestation d'un vrai discours de propagande. L'imposture consiste à inverser le processus et à s'ingénier à déconstruire le discours afin de redéfinir artificiellement tous les champs de la réalité. Il détourne puis retourne le langage à son profit et ses objets d'étude n'ont d'autre but que l'étude pour elle-même. Le postmodernisme, même s'il est plus une affaire de procédé que de fond, est un vrai projet politique. Surtout quand on sait que la forme n'est que le fond qui remonte à la surface*[3].

La modernité aurait été traversée par des meta-récits (Histoire, libéralisme, socialisme, ...) portés par des récits. Le pomo ramène ces mythes mobilisateurs sur le même plan que le simple récit (économie, gestion, histoire personnelle, ...). Pendant longtemps, on se serait trompé en croyant que l'un portait l'autre, ou l'inverse. Le pomo énonce, alors, que le savoir serait lié à la fonction, au domaine; qu'il serait local et, donc, jamais global. En même temps, il se défend de, lui-même, construire de nouveaux mythes. Il ne se baserait sur aucune référence spécifique tout en affirmant qu'aucun principe n'est transcendant, et qu'il n'y aurait pas d'universalisme, mais un

ensemble de communautés différentes fonctionnant selon des normes propres.

Ici, apparaît l'idée de relativisme, idée qui va servir à falsifier l'Histoire en instrumentalisant l'Universalisme pour le confondre avec le colonialisme, l'impérialisme et la barbarie. C'est en combinant confusions et affirmations systématiques et répétées qu'il réussit à imposer les thèses les plus réactionnaires. Les motifs de la révolte cèdent alors la place à la défense de la victime et, par exemple, la lutte anticléricale, auparavant à la pointe de l'émancipation, est remplacée par la défense d'une prétendue liberté religieuse, vidant au passage le mot « Liberté » de sa substance. L'adhésion de l'ensemble de la gauche et d'une bonne partie de l'extrême-gauche à ces thèses prétendument progressistes signe l'une des victoires les plus significatives des pomos.

Le pomo s'attaque aux meta-récits, et pour les déconstruire, il fait usage de la communication, formelle et informelle, en usant de faux-semblants, de séduction, de ruse, de prétextes, de mensonges afin de parasiter et déligitimer tout discours qui ne lui convient pas. Il parlera de *« politiquement correct »*, comme de *« précarité »* au lieu de misère, de *« plan social »* au lieu de plan de licenciements, *« d'écologie »* (comme un soin, une atténuation) au lieu d'une politique de la nature, etc.

Si la modernité était liée à la représentation d'une majorité, le pomo promeut la notion d'une multiplicité de minorités, évacuant, de facto, toute idée d'ensemble. Or, l'idée de minorité est une idée impériale. L'empire romain régnait sur un ensemble de minorités ; Napoléon voulait régner sur un empire fait de petits Etats. L'Union Européenne, elle-même, est un empire sans empereur et ce n'est pas pour rien qu'elle exacerbe et finance grassement les régionalismes.

Pour le pomo, les idées ont un caractère relatif, et dès lors, même si on les tient pour vraies, on ne se bat plus pour les instaurer. Les idées, elles-mêmes, assimilent à des identités, tout comme une population victime n'aura d'existence que par sa condition de victime, uniquement. Il emprunte un élément pour en faire une identité qui réduit et résume l'individu à une posture. De cette façon, il évite toute forme d'engagement subversif. Il y remplace la raison par l'affectif.

APPARTENIR A UNE COMMUNAUTE PLUTOT QUE CHANGER LE MONDE

1

Les pratiques postmodernes diffèrent des pratiques capitalistes de l'époque moderne. Ces dernières déclinent un management basé sur l'autorité et le contrôle de l'individu par la hiérarchie en opposition à l'idéal réel de la modernité issu des lumières. Le pomo, lui, décline le management dans l'adhésion, la complicité des gens, une espèce de consensus, et prétend leur faire trouver un sens à la vie dans le travail (en tant qu'activité) ; il produit du consentement. Cela lui permet de se donner des airs progressistes. Le but pour les gens est, alors, d'appartenir à une communauté, de se faire accepter, plutôt que d'aspirer à construire autre chose. Mais cette adhésion est pathogène puisqu'elle produit de l'exclusion en cultivant compétition, performance et élitisme. L'idée, ici, c'est la construction d'une identité par « un » travail, mais une identité non liée à la condition ouvrière ou sociale, et toujours marginale.

En définitive, le postmodernisme accentue l'asservissement et les buts du capitalisme lequel, passé sous silence, est dissimulé dans une prétendue démocratie de toute façon rendue, elle-même, au stade d'un marché politique. Pour cela, le postmodernisme cherche, sans cesse, à faire émerger quelque chose de nouveau qui puisse le rendre crédible et légitime. De ce fait, il accompagne toutes les initiatives, même les plus futiles, tant qu'elles ne remettent pas en cause les fondements du capitalisme. Il envisage et exige, au nom de la démocratie et de la liberté, d'accorder un statut à des attitudes sociales inconsistantes, narcissiques, fétichistes ou excentriques. Il justifie cela par le sens que cela aurait pour l'individu, et tente, par ce biais, de légitimer un hyper-individualisme.

Le pomo récuse, également, la neutralité qui, selon lui, entraverait la perception de l'objet. La sympathie, l'affectif, seraient le seul moyen de le connaître. Il considère comme un vrai problème la distance à cet objet et cela implique clairement un rejet de toute démarche rationnelle visant à prendre du recul, notamment, l'analyse politique de la société et de ce qui s'y déroule. Il ne propose rien, aucun changement, mais il critique tout, tout en cherchant à discréditer le sens et l'esprit critique. Sa critique n'est pas argumentée; elle est un travail de sape méthodique, systématique, péremptoire et contingent. Sa démarche partisane est jésuitique et prétend faire entendre la voix des minorités pour mieux étouffer toute voix discordante. Il fait l'apologie de la sympathie, de la convivialité; en mélangeant la polémique et l'ambiguïté, il accompagne un discours au caractère diffamatoire mais s'affichant comme progressiste.

C'est dans cette logique que le pomo dénonce la collusion des sciences avec le néolibéralisme, et fonde sa critique des sciences, de l'esprit et de la méthode scientifiques, en affirmant qu'elles sont à l'origine des conséquences du néo-libéralisme. Le pomo est un vrai réactionnaire.



Le postmodernisme est une autre phase du capitalisme, une radicalisation de celui-ci, sa consécration totalitaire. Tout ce qui défie les institutions, le système, est soit mis à la marge, soit, de préférence, intégré et instrumentalisé.

La modernité avait connu des mouvements sociaux (les mouvements ouvriers) ; mais la radicalisation et les conséquences totalitaires du système capitaliste entraînent une multiplication et une parcellarisation, non seulement au sein du mouvement purement ouvrier, mais au sein de la société en différents mouvements ; écologistes, pacifistes, ou défendant la liberté d'expression.

Le modernisme du capital représentait une société de la confiance et du risque, et le pomo garde ces critères comme références. Le risque n'a jamais

été aussi tangible, la confiance jamais autant exigée. La société actuelle est tellement une société du risque, qu'elle affiche, comme pour l'exorciser, le *« principe de précaution »* (inscrit dans la constitution française) et qu'elle ne semble pas pouvoir aller plus loin; d'où la notion d'horizon indépassable. Mais, risque ne veut pas dire inéluctable, et, donc, l'espoir est savamment entretenu. Le postmodernisme, est une reprise en main de la société que gouverne le capitalisme, de sa trajectoire, de sa dynamique. C'est, aussi, un concept auto-critique du modernisme, mais un concept vide, car, a priori, sans référence empirique.

C'est à cette fin qu'émerge un capitalisme réticulaire et expansif s'appuyant, de plus en plus, sur la souplesse de réseaux plus ou moins informels de type associatif, caritatif, ONG, mafieux, etc., pour pallier aux carences des institutions traditionnellement chargées de la gestion sociale, sans, cependant, les abandonner. C'est une réorganisation et le but de cette proximité est clair : c'est la réactivité. Il est devenu une vaste entreprise de communication, de propagande, de parasitage, de division, pour toujours plus d'exploitation. Cela signifie que le capitalisme cherche sa propre solution dans cette entreprise. De ce fait, il pousse la parodie et le mimétisme jusqu'à intégrer la lutte contre le capitalisme comme une de ses composantes à part entière. Le postmodernisme est le nouvel esprit du capitalisme et le pomo qui participe à la réorganisation de la société y arrive par la fausse critique, par la fragmentation, par la déconstruction du collectif, de ce qui est uni. Il remplace le discours par un dialogue intéressé. Mais en fin de compte, le postmodernisme n'est qu'une nouvelle façon, globale, pour le capitalisme de se concevoir.

_1.- Guy Debord « La société du spectacle » _2.- Pomo : l'individu, le « penseur » postmoderne. _3.- Citation habituellement attribuée à Victor Hugo.

L'état, votre pire ennemi

« L'Etat le plus petit et le plus inoffensif est encore criminel dans ses rêves. »

Michel Bakounine

« Hommes et femmes, savez-vous que l'Etat est votre pire ennemi ? C'est une machine qui vous écrase pour mieux soutenir vos maîtres. Ceux que l'on nomme la classe dirigeante. L'Etat est un pillard à la solde des capitalistes et vous êtes naïfs d'en attendre du secours. »

Emma Goldman (1893)

Force nous est de constater que ce texte, écrit voici plus d'un siècle par l'anarchiste américaine, Emma Goldman n'a rien perdu de son actualité : notre société est de plus en plus étatique et l'immense majorité des populations voient en l'Etat un défenseur. Pourtant comme au XIXème siècle sa fonction est évidente : maintenir l'ordre existant, faire en sorte que cette société perdure malgré ses formidables inégalités, ses criantes injustices, les horreurs de toute sorte qu'elle génère.

La fascination que l'Etat, *« ce plus froid des monstres froids »* (Nietzsche) exerce sur les humains est même plus forte qu'au XIXème siècle car, en ce début de XXIème siècle, même des personnalités se réclamant de l'anarchie en viennent à lui trouver des qualités. C'est que l'Etat dissimule bien sa véritable nature. Pour comprendre ce paradoxe, regardons ses origines. Les premières sociétés humaines, celles que les explorateurs des siècles passés décrivaient « sans loi, sans foi, sans roi » étaient sans Etat[*1]. Les anthropologues modernes, nous disent qu'elles pratiquaient un *« communisme primitif »*, qu'elles étaient égalitaires, indivisées sur les plans politiques et économiques, sans hiérarchie, sans chef, sans Etat[*2]. Dans son livre *« La société contre l'Etat »*, Pierre Clastres, nous montre que les membres de ces sociétés ne souffraient pas de ce manque d'Etat ; au contraire, ce manque émanait de la volonté générale et la politique dans ces sociétés consistait en tout ce qui s'opposait à l'apparition de quelque forme que ce soit de pouvoir. Quand un individu manifestait une volonté de domination, on le chassait ou s'il persistait on le tuait. Ces sociétés refusaient l'Etat même sous sa forme minimale qui est la relation de pouvoir ; elles étaient contre l'Etat.

Ces sociétés ont fonctionné ainsi pendant de très nombreux millénaires, puis pour des raisons inconnues, voici quelques dizaines de siècles[*3], elles se sont divisées sur les plans économiques et politiques. Sur le plan économique entre riches et pauvres, exploiteurs et exploités. Sur le plan politique, entre dominants et dominés, ceux qui donnent des ordres et ceux qui obéissent….

Les marxistes nous disent que la division s'est d'abord effectuée sur le plan économique. Karl Marx n'admet en effet comme causes d'un changement social que des causes économiques. Les marxistes ont par ailleurs une conception instrumentale de l'Etat ; pour eux c'est simplement un outil au service de la classe dominante qui s'en sert pour assurer sa domination sur les autres classes. L'Etat apparait donc nécessairement après la division de la société en classes, après la formation d'une classe dominante de riches exploiteurs. Cette conception justifie la stratégie de tous ceux qui se revendiquent plus ou moins de l'analyse marxiste — de la social-démocratie la plus soft jusqu'aux versions les plus extrêmes du communisme (castrisme, maoïsme, trotskisme,…). Puisque l'Etat, pensent-ils, est un simple outil au service de la classe dominante ; il suffit de s'emparer de cet outil (peu importe le moyen : élections, lutte armée,…) pour le mettre au service de nouvelles finalités. Remarquons sur ce point qu'Emma Goldman commet la même erreur que Marx, puisqu'elle voit dans l'Etat un *« outil à la solde des capitalistes »*. C'est qu'elle est, victime comme tant d'autres de la prégnance de l'idéologie marxiste qui a conduit le mouvement social dans les impasses que l'on sait.

Dans son ouvrage *« Entretien avec l'anti-mythes »*[*4], le grand ethnologue, Pierre Clastres développe une autre conception. L'étude des sociétés primitives montre

que le développement d'une classe d'exploiteurs dans ces sociétés est impossible La première division nous dit-il, ce n'est pas la division entre riches et pauvres, entre exploiteurs et exploités ; *« La première division, celle qui fonde toutes les autres, c'est la division entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent, c'est-à-dire l'Etat, parce-que fondamentalement* (…), *c'est la division de la société entre ceux qui ont le pouvoir et ceux qui subissent le pouvoir. Une fois qu'il y a ça, c'est-à-dire la relation commandement/obéissance, c'est-à-dire un type ou un groupe de types qui commandent aux autres, tout est possible à ce moment-là* ; *car celui qui commande a le pouvoir de faire faire aux autres ce qu'il veut »* et il peut leur dire *« Travaillez pour moi ! »*. Et la première chose que va faire le nouveau pouvoir pour affirmer son pouvoir sera, nous dit P. Clastres, de prélever un tribut; *« le premier acte de l'homme de pouvoir, c'est d'exiger le tribut, paiement du tribut de ceux sur qui il exerce le pouvoir »*. Et qui dit tribut dit des gens pour le prélever, pour le compter, pour le stocker, pour le protéger…. Ainsi, apparait une classe de fonctionnaires, de soldats, de religieux au service de l'Etat, coupée du reste de la société et dépendant pour sa survie des autres classes car ne produisant que des services. En conséquence nous dit P. Clastres, *« Il* (me) *semble moins que l'Etat soit l'instrument de domination d'une classe, donc ce qui vient après une division antérieure de la société, et que c'est au contraire l'Etat qui engendre les classes »*. De multiples exemples, occidentaux ou non-occidentaux dont certains très contemporains permettent de le démontrer : ainsi, après la révolution de 1917, il n'y a plus en URSS, de division de la société en classes puisque la classe des exploiteurs (aristocratie, propriétaires terriens, bourgeoisie) a été supprimée. Seul, l'Etat, tout puissant, subsistait et il a recréé très vite une classe dominante de bureaucrates, de soldats de policiers. Car pour exister, l'Etat a besoin absolument d'une classe à son service.

La conception marxiste de la révolution, envisagée comme un mouvement en deux phases (dans une première phase, on abolit la division exploiteurs/exploités ; la division politique s'abolit nécessairement dans une deuxième phase puisqu'elle est issue de la précédente) est donc fausse. Comme nous l'enseignent les mythes antiques, pour éradiquer les monstres, il faut impérativement couper toutes leurs têtes à la fois.

L'apparition de l'Etat signe bien sûr la mort des sociétés communistes primitives : division de la société en classes antagonistes, apparition du travail aliéné, de la marchandise, des villes… et en corollaire effondrement des anciennes valeurs remplacées par celles qui dominent toujours dans nos sociétés : culte du pouvoir, de la propriété, de la richesse, de la croissance, exacerbation de la concurrence….

L'Etat est donc à la fois le « marqueur » de la division politique de la société dominants/dominés (la présence de l'Etat signale obligatoirement la division de la société) et le producteur de la division économique exploiteurs/exploités (il est la source des inégalités, des injustices). La lutte pour la construction d'une société indivisée sur les plans politiques et économiques, est donc une lutte contre l'Etat, la construction d'une société de ce type (ce qui est le projet anarchosyndicaliste) exige l'abolition de l'Etat.

Si le retour à une société communiste primitive est impossible, la construction d'une société indivisée sur les plans politiques et économiques (ce qui est le projet anarchosyndicaliste) est plus nécessaire que jamais : vu la taille et la complexité de nos sociétés modernes, il est probable que les populations soient amenées à mettre en place des organes issus de leur sein, contrôlées en permanence et révocables à tout moment, en charge non du gouvernement des personnes mais de l'administration des choses. Ces organes ne seront en aucun cas des Etats.

_1.- Si les sociétés primitives sont sans roi, sans chef, sans Etat donc sans la division dominants/dominés, elles ne sont pas sans lois (il existe des règles acceptées par tous) ni sans foi. _2.- Des divisions selon les sexes, les âges etc. existaient bien entendu dans ces sociétés. _3.- En fait, ce processus de division s'est déroulé sur des périodes très longues, puisque des sociétés indivisées sur les plans économiques et politiques existaient encore très récemment dans certains coins très reculés de la planète. _4.- *« Entretien avec l'anti-mythes »*, Pierre Clastres, Edition Sens et Tonka, 1974. Voir également *« La société contre l'Etat Recherches d'anthropologie politique »*, Editions de Minuit, 1974.

Cinéma : Louise Michel

Ce film ne parle pas de Louise Michel, la célèbre anarchiste qui a mêlé son nom à l'histoire de la Commune de Paris et à bien d'autres épisodes du mouvement ouvrier de la fin du XIXème siècle. Pourtant si le titre ne fait pas référence explicitement à cette militante, il n'est pas dû au hasard, et c'est une sorte de clin d'oeil.

L'histoire débute quand des ouvrière d'une usine textile se font sévèrement entuber par leur patron qui, après leur avoir servi un énorme mensonge, part avec les machines, laissant les travailleuses sans outil de travail, sans emploi et avec une prime de licenciement dérisoire. Avec cet argent les ouvrières veulent financer un projet collectif, elles hésitent à ouvrir un camion pizza, par exemple.

C'est compter sans l'imagination de notre personnage principal, Louise. Celle-ci propose de mettre les sous en commun pour financer... l'assassinat du patron, seul responsable de leur mésaventure. Les femmes votent à l'unanimité pour cette idée et s'ensuit un road trip décalé à la recherche du patron voyou. Louise fait appel à un tueur à gages « professionnel » prénommé Michel (d'où le titre du film, vous l'aurez compris). La suite mérite le coup d'œil, avec ses enchaînements de situations cocasses. Le film n'est pas sans rappeler certaines nouvelles de Federica Montsenny (avec ses célèbres publications dans « La novela ideal ») ainsi que d'autres romans anarchistes. Dans le paysage du cinéma actuel ce film fait chaud au cœur de par son coté iconoclaste et dynamique.

Louise Michel, un film de Gustave Kervern et Benoit Delepine, avec Yolande Moreau , Bouli Lanners, Benoit Poelvoorde, 1988.

Courrier des lecteurs

RSA, MARCHE AU PAS

Dans votre dernier numéro, vous parlez de la mise au pas des RSA. C'est effectivement la triste réalité. Voici le courrier qu'un ami vient de recevoir :

« Cher Monsieur,

Vous êtes bénéficiaire du RSA. Conformément à l'art. L 262-28 du Code de l'action sociale et des familles, vous êtes tenu de rechercher un emploi ou d'entreprendre les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle. Pour ce faire, je vous ai orienté vers Pôle Emploi afin de vous accompagner dans vos démarches. Je vous ai informé de cette décision le … 2010[1]. *A ce jour je constate que vous n'êtes toujours pas inscrit et que vous n'avez pas formalisé un PPAE (projet personnalisé d'accès à l'emploi), alors que vous disposiez d'un délai de 1 mois. Par conséquent, en application de l'art ; L 262-37 et de l'article R 262-68, 1er alinéa, du même code, je vous informe que j'ai l'intention de diminuer votre allocation RSA d'un montant de 100 euros, pour une durée de 3 mois. (…) Dans l'attente, je vous prie de croire, Cher Monsieur à l'assurance de mes sentiments dévoués. Par délégation du Président du Conseil général, le responsable de circonscription. »*

A titre humoristique, vous remarquerez tout d'abord que ce qu'on reproche à cette personne, (manquer d'efficacité pour « s'en sortir ») date de … 2010. Mettre quatre ans pour faire ce constat, on se demande si le signataire de la bafouille est lui-même aussi efficace que ça… Quant à la menace d'enlever 100 euros à une personne qui n'en reçoit que 480 euros par mois si elle est seule et SDF (plus 75 euros par personnes à charge - conjoint et enfants - et moins 50 euros si elle a réussi à avoir un logement), c'est une bonne façon de l'enfoncer encore plus profondément. Enfin, ce qui est odieux, c'est d'oser l'assurer de « sentiments dévoués » alors qu'on est en train de l'étouffer financièrement et de la traiter de « bénéficiaire », comme si le misérable revenu qu'elle reçoit constituait un « bénéfice » ! Les chômeurs, victimes des immenses bénéfices que ne manquent pas de faire tous les capitalistes (patrons, affairistes, boursicoteurs…) tombent en fin de droit par dizaines de milliers en France chaque mois, dans la case RSA. Du coup, Pôle Emploi qui ne les indemnisait plus, ne pouvait plus exercer sur ces chômeurs, le chantage habituel sur leurs indemnisations (qui sont, faut-il le rappeler, leurs cotisations). La « réforme » du RSA permet de continuer à les mettre sous pression après les avoir mis dans la misère.

Did

_1.- Pour des raisons évidentes de lutte contre le flicage, la date et les passages permettant de reconnaître cette personne ont été neutralisés.

ANTISEMITISME

En décembre dans un Simply de Béziers, à la caisse, deux personnes devant moi me regardent. L'un d'elle me dit *« T'est juive, c'est sûr. »* Personne ne dit rien. Un silence lourd s'installe — ou est-ce moi qui entends un silence ? — le préposé au gardiennage des clients ne bronche pas .

Je change de caisse plutôt que d'avoir à dire quoi que soit à une affirmation que je ne comprends pas.

Je quitte le magasin et deux minutes plus tard je me faits encadrer (dans le sens technique du terme, une de chaque côté) par ces deux mêmes personnes qui me bousculent fortement. Je m'écroule par terre et elles partent en courant. J'avais une attelle à ma jambe gauche.

Un jeune m'aide à me relever et me demande ce qui est arrivé. Je lui raconte et il me dit : *« Dieudonné a raison »* et s'en va me laissant là.

Comment réagir a autant de stupidité ? Nous en sommes là, je suis toujours touchée par la connerie, celle ci me révolte.

Marie

ZAD DU TARN

De retour de la ZAD de la zone humide du Testet, dans la vallée du Tescou ((n°138, ndlr)), j'y ai vu un large panel de profils militants. De celui proche du NPA au végétarien. La zone est désormais (depuis la première expulsion) organisée en différents espaces selon les affinités de chacun. Quelques locaux, même si pas assez selon moi.

Les gens sont prêts à résister en cas d'attaque privée ou publique. En effet les proprios locaux ont envoyé des gros bras bien à droite pour tenter de faire dégager la ZAD, et une procédure d'expulsion est en cours. La vie sur les lieux s'organise autour des nombreuses AG, l'autogestion est en pratique et on ne compte pas de partis ou de syndicats qui récupèrent le mouvement. Lors des discussions les gens sont portés sur l'écologie mais ne sont pas sourds aux arguments révolutionnaires. Les zadistes reçoivent de nombreux soutien, que ce soit en ville de ceux qui promeuvent l'initiative et les accueillent pour parler de la situation, ou que ce soit directement sur place, certaines personnes viennent avec différent matériel pour aider les squatteurs. Cependant il est vrai aussi que certains s'arrêtent en voiture pour leur crier leur mécontentement et leur opposition.

Chacun est invité à passer faire un tour ou rester plus longtemps afin de faire vivre le lieu. Malgré les menaces d'expulsion des projets sont en cours de préparation et ils espèrent bien passer l'été !

Dorothée

ALBERT CAMUS

Un petit mot, en vous renouvelant mon abonnement, pour vous féliciter pour l'article sur Camus (n°137, ndlr) qui était vraiment bien. J'en profite pour vous dire que je vous lis toujours avec intérêt., même si je suis pas toujours d'accord avec ce que vous écrivez, mais j'avoue que ça me donne toujours à réfléchir. Dans l'ensemble de la presse libertaire, vous vous affirmez comme la revue la plus intéressante par sa cohérence et sa réflexion, en particulier sur les sujets de « société ». En tout cas, ça fait toujours plaisir de vous lire. Bonne continuation !

Francis

Débattre

TOULOUSE

Actualité de la révolution mexicaine : dans une société en effervescence, du mécontentement politique à la révolte sociale.

Dans le Mexique du début du XX siècle, la corruption des politiciens, l'exploitation des travailleurs, les conflits entre les Etats, sont déjà les détonateurs de ruptures rapides et inattendues qui donnent à la révolution mexicaine un aspect échevelé. C'est l'émergence d'une action et d'une réflexion libertaire et internationaliste, ancrée sur le terrain social, qui nous en permet aujourd'hui une lecture plus claire. Ce qui s'est exprimé à ce moment à travers l'anarchisme mexicain (le magonisme), nous offre encore des clés pour comprendre les révoltes qui secouent actuellement notre planète.

La CNT-AIT vous invite à venir débattre autour de ce thème, le jeudi 17 avril à 20 h 30, salle du Cratère, 95 rue St Michel, Toulouse (Métro « Palais de Justice » ou «St-Michel, Marcel Langer»).



Mais aussi

_Tchatcher, suivre l'actualité militante sur le forum de la CNT-AIT de Caen http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/

_Ecouter et faire écouter des textes de la bibliothèque sonore libertaire (c'est gratuit) : AnarSonore.free.fr L'enrichir en enregistrant vous-même de nouveaux textes (classiques, articles...) en français mais aussi dans toutes les autres langues.

_Diffuser Anarcho-syndicalisme ! autour de vous. Prenez contact avec le journal à notre adresse postale. Les conditions sont étudiées en fonction des possibilités de chacun.

_Diffuser le petit bulletin Un autre futur (généralement quatre pages, du moins en ce moment). Il traite des sujets d'actualité sous une forme brève et dans un esprit anarchosyndicaliste. Il est destiné à une diffusion auprès d'un public non-militant c'est-à-dire un peu tout le monde : travailleurs, chômeurs, retraités, lycéens, étudiants... Vous pouvez contribuer à sa rédaction et à sa diffusion soit en le téléchargeant sur le site de Toulouse et en assurant une diffusion internet auprès de vos amis et relations, soit en le sortant sur une imprimante et en le photocopiant vous-même, soit en vous procurant auprès de nous les exemplaires nécessaires.

_ Diffuser « Solidarité de classe », publication anarchosyndicaliste du Puy-de-Dôme dont le numéro 4 (février-mars 2014) vient de sortir. Au sommaire : Ni fascisme, ni république bourgeoise /// Emeutes ukrainiennes /// Soutien aux 5 de Barcelone /// Espagne : avortement libre et gratuit /// XXVème congrès de l'AIT /// Grève des ports chiliens /// Répression à l'hôpital San Carlo /// Pente douce et savonneuse /// Agenda et informations diverses.



Nous rencontrer

_ Dans le 34 : cnt-ait34@outlook.fr

_Paris : contact@cnt-ait-paris-nord.fr

_ Clermont-Ferrand cntait63@gmail.com 2, Place Poly 63100 Clermont-Ferrand, permanence (avec bibliothèque gratuite) tous les samedi, 16h-19heures.

_CNT-AIT du Gard. Pour tout contact, s'adresser à la Bourse du travail d'Alès ou à l'Union régionale.

_Montauban : contact à la table de presse, les samedi, 10 h 15 à 12 h au marché du Jardin des plantes

_Toulouse : CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 (métro Carmes ou Salin). Permanence tous les samedi 17 à 19 h. Egalement aux Puces (place St Sernin) le dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques dans les quartiers (Bagatelle, Faourette, Mirail) et à l'université (UTM).

_Dans le Gers, *Anarcho-syndicalisme !* est diffusé par la librairie « Les petits papiers » rue Dessolés. Pour prendre contact avec la cnt-ait : sia32@no-log.org

_Quercy-Rouergue, prendre contact avec : cnt-ait-quercy-rouergue@mailoo.org .

_Autres départements de Midi-pyrénées : prendre contact avec le journal.

_Une «Initiative CNT-AIT » est en cours de constitution dans le Volvestre. (cnt-ait-volvestre@ouvaton.org)Toutes les personnes intéressées par cette démarche sont les bien venues.

_Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000. Perma-nences chaque samedi à partir de 15h.

_Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex. Table de presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).

_Lyon : Contact : Gé ou Rob, Librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.

_Dans l'Yonne CNT-AIT : http://gasycntait89.over-blog.com

_Pour le département des Landes, mail : interco.landes@free.fr

_Pour Monceau et sa région, on peut contacter l'Initiative : cnt.ait71@gmail.com

_Ailleurs nous contacter

La révolution égyptienne trahie par la bourgeoisie

CET ARTICLE DEBUTE EN PAGE 20

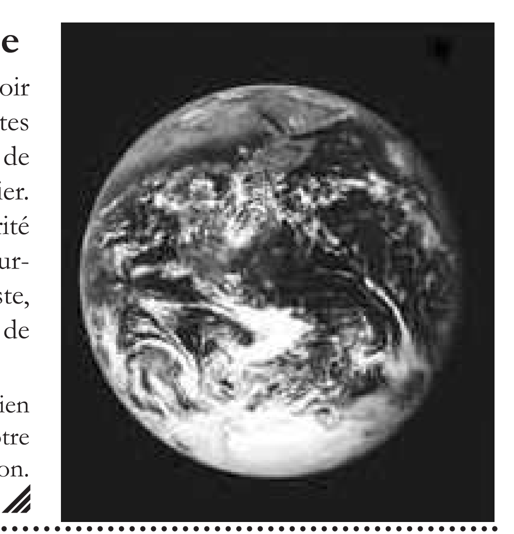
Le mouvement TAMAROD (Rébellion) illustre parfaitement cette machine contre révolutionnaire, habilement orchestrée contre la classe ouvrière. Ce mouvement organisé par des pseudo-révolutionnaires de l'opposition bourgeoise, des proches de l'ancien régime de Moubarak est activement soutenu par la junte militaire. Il avait pour objectif de canaliser la colère grandissante de la rue, de stopper l'élan révolutionnaire qui se dressait contre les frères musulmans et qui menaçait de tous les emporter sur son passage. Tel était leur cauchemar, une révolution aboutie ; un peuple triomphant, maître de son destin.

S'en est suivi la mascarade du 30 juin 2013 qui a abouti au coup d'état militaire, qu'ils ont été contre toute attente applaudi. Cette bourgeoisie, qui hier encore, fanfaronnait en clamant des slogans de liberté et ne jurait que par le sacro-saint suffrage universel, n'a pas hésité à se jeter dans les bras d'une dictature militaire putschiste, en appelant aux recours de l'état policier et la répression contre les manifestants.

L'institution militaire n'est là pour protéger le peuple, c'est une organisation criminelle qui recrute les enfants des pauvres pour réprimer et tuer d'autre pauvres, comme en témoigne l'intervention de l'armée dans la répressions sanglantes des ouvrier d'ISMAÏLIA, le massacre des démunis d'ELDAWIKA, l'expédition punitive contre les paysans d'ELKARSAYA, et le bain de sang dans lequel manifestants et révolutionnaires ont été noyés.

Nous condamnons le coup d'état militaire du 30 juin 2013 encouragé et applaudi par l'opposition bourgeoise, nous considérons ce revirement comme une trahison de la révolution du 25 janvier et de ces objectifs. Nous condamnons les appels à la guerre civile dans laquelle pour conserver leurs intérêts de classe et leurs privilèges les partisans du chaos veulent noyer la révolution dans le sang et étouffer la colère du peuple qui aurait pu tous les emporter. Nous condamnons le soutien de la bourgeoisie perfide au régime militaire fasciste qui accorde le pouvoir absolu à l'un des généraux capitalistes de l'armée et qui cautionne le retour de l'appareil répressif de l'état policier. Nous assurons notre totale solidarité avec la lutte populaire contre la bourgeoisie et la dictature militaire fasciste, contre lesquels nous ne cesserons de nous battre.

Mouvement socialiste libertaire égyptien
26.07.2013 / Traduction de notre rédaction.



ITALIE : HOPITAL SAN CARLO

L'Union Syndicale Italienne (AIT) exprime sa protestation quant à la situation existant à l'Hôpital San Carlo. En novembre dernier, les travailleurs ont reçu une amende de 12 000 euros, accusés d'avoir « insulté » l'administration de l'hôpital. Ce n'est pas la première fois que l'administration les traîne en justice pour leurs critiques : il y a eu 5 dossiers ces dernières années. Cependant les travailleurs ont pu prouver leurs allégations, qui justifiaient de telles critiques.

Plutôt que d'adresser l'accusation à un système de santé mal entretenu, ce que le syndicat USI a dénoncé dans son bulletin interne, le juge a estimé que le problème venait du fait de surnommer deux administrateurs de l'hôpital *« Beagle Boys »*, dans un tract. L'USI condamne ce jugement, qui est une exagération. L'USI note également qu'en même temps que le jugement, les autorités ont ordonné la destruction d'une partie de l'hôpital à cause de son mauvais état technique : ce mauvais état provient du manque de financement. Globalement, le syndicat lutte contre la destruction du système de protection sociale.

L'Association Internationale des Travailleurs exprime sa solidarité avec celles et ceux qui luttent contre le démantèlement du système public de santé et à nos compagnes et compagnons de l'USI. De même, nous condamnons la répression des militants pour une telle raison et appelons à soutenir le syndicat en contribuant au fond de solidarité.

Les dons peuvent être envoyés à CURRENT ACCOUNT 46004 à la Banca Popolare di Milano ag.5, au nom de USIS, Syndicat de la Santé de l'USI, IBAN: IT22 Y 05584 01605 000 000 046 004 en précisant « Sentenza San Carlo »

TDNR

ESPAGNE
REPRESSION ANTI-SYNDICALE CHEZ TNS ; SEAT COMPLICE

TNS est un institut d'étude de marché et d'opinions chez qui les enquêteurs téléphoniques réalisent des sondages d'opinion pour le compte de SEAT. Le manque d'intérêt de SEAT envers les conditions de travail des enquêteurs rendent cette marque complice des pratiques anti-ouvrières en usage chez TNS. Les enquêteurs réalisent des journées de durée abusive (jusqu'à 12 heures) avec des contrats précaires au mépris même de la loi pendant que l'entreprise mène une politique antisociale qui met en jeu la survie économique des enquêteurs : salaires de plus en plus précaires, suppression des primes, entassement sur les postes de travail et un très long etc. Tout ceci ne fera pas taire les revendications de nos compagnons licenciés au mois de novembre dans ce qui constitue clairement un épisode de répression antisyndicale. La CNT exprime sa solidarité avec ces compagnons et déclare qu'elle continuera son action en particulier pour qu'ils réintègrent leur poste de travail. tns@cnt.es - http://facebook.com/SeccionSindicalCntEnTns

TDNR

ESPAGNE 22 MARS, UN «AVANT» ET UN «APRES»

CET ARTICLE DEBUTE EN PAGE 20

social, qui se sont embarqués dans le mouvement au dernier moment pour sauver les apparences et récupérer les efforts et les luttes de tous ceux — personnes, collectifs et organisations — qui ont œuvré pour mener à bon terme cette mobilisation — nous apparaît honteuse et opportuniste. Curieuse coïncidence également que la réunion organisée cette même semaine entre les partenaires sociaux et le gouvernement.

Il s'agit d'une grossière tentative de cacher leur honte, de se redonner un rôle et de revendiquer une légitimité que personne ne leur reconnaît plus à la suite de leurs trahisons et de leur corruption. Qu'ils soient ensembles ou séparés, ils échoueront tous, si nous restons unis dans la lutte, dans la rue. Aujourd'hui à Madrid c'est la voix de la classe ouvrière qu'on a pu entendre.

Nous voulons aussi exprimer notre rejet de la militarisation de Madrid, avec la présence de centaines d'escadrons anti-émeute, chargés de criminaliser d'avance une protestation sociale légitime. Ils ont peur de notre voix, et ils prétendent la bâillonner. Nous souffrons et dénonçons leurs agressions. Ils ne nous arrêteront pas ; nous resterons dans la rue.

La CNT a été présente dans la manifestation d'aujourd'hui avec un bloc formé par des milliers de militants et de sympathisants. De plus, elle a formé une part importante de diverses colonnes régionales qui ont conflué vers Madrid. Nous remercions toutes les personnes qui nous ont accompagnés aujourd'hui de leur contribution à la lutte

Pour la résurgence de la conscience de classe, rendez vous le premier mai et pas dans les urnes. Solidarité et appui mutuel !

Secrétariat permanent du Comité confédéral de la CNT-AIT

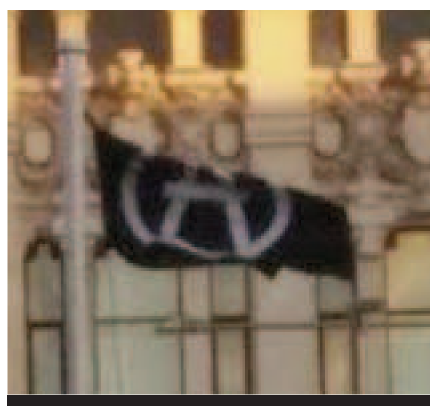
_1.- Commissions ouvrières (CCOO), UGT (Union générale des travailleurs) centrales syndicales proches du parti communiste pour la première, du parti socialiste (PSOE) pour la seconde. _2.- USO (Union syndicale ouvrière), mouvement catholique.

ESPAGNE : RUGISSEMENT ANARCHOSYNDICALISTE

De la place Tirso de Molina aux alentours de la place Christophe Colon, en passant par la porte d'Atocha et la place des Cibeles, l'anarchosyndicalisme a rugi, convertissant par moments une journée progressiste, tiède et modérée en une manifestation révolutionnaire, montrant que notre message est d'actualité et nécessaire pour dépasser et en finir avec le capitalisme.

Et ça leur a fait mal, mais très mal, de contempler des milliers d'anarchosyndicalistes, sous une mer de drapeaux rouge et noir, criant à l'unisson contre ce système et tous ses complices. Ça les irritait et, ce qui est plus satisfaisant encore, ça leur a tapé sur les nerfs. Ils savent que nous sommes leurs ennemis, que nous nous ne nous asseyons pas autour d'une table pour mettre en scène la paix sociale avec le patronat et le gouvernement. Ils savent que, sans intermédiaires vendus avec lesquels ils puissent nous contrôler, l'affaire tourne mal pour eux.

La douleur qu'ils nous infligent au quotidien avec leurs « ajustements », leurs politiques libérales, leurs tortures para-policières et leur mépris pour nos vies, a reçu une réponse le 22 Mars. C'est pour cela qu'ils voient maintenant venir la queue du loup. Notre réponse les a poussés à cracher leur écume sur nous de la meilleure façon qu'ils connaissent : contrôle des moyens de communication pour qu'ils diffusent une seule et même ligne éditoriale, création de fausses preuves pour criminaliser les participants, augmentation de la répression et du contrôle sur la dissidence. C'est avec cette démonstration de force et cette dignité nous devons continuer jusqu'à ce qu'ils tombent.



UN *A CERCLÉ* ONDULE SUR UN MÂT DE LA MAIRIE DE BOTELLA, BIEN VISIBLE DE SES LUXUEUX BUREAUX

Nous n'oublierons pas ces images exemplaires qui deviendront historiques, comme cette pancarte « No Pasaran » résistant à l'assaut des répresseurs, la Solfonica chantant à tue-tête pendant qu'ils nous tapaient dessus ou les cénétistes descendant la rue Atocha au cri de « Voici l'anarchosyndicale ! » Le 22 mars l'anarchosyndicalisme a rugi, et maintenant il n'y plus qu'a continuer à marcher pour dépasser ce système capitaliste une bonne fois pour toutes.

Enterrons le capitalisme !

Syndicat CNT-AIT télécommunications et informatique, Madrid.



MADRID, MANIFESTATION DU 22 MARS 2014, VUE D'ENSEMBLE

ESPAGNE
22 MARS, UN «AVANT» ET UN «APRES»



Aujourd'hui 22 mars, nous avons été plus d'un million de personnes à avoir transporté jusqu'à la « capitale du royaume » notre rage et notre rejet de la situation sociale actuelle. La CNT considère que cette journée de mobilisation a été prometteuse et qu'elle marque un « avant » et un « après », puisqu'elle s'est organisée en marge des CCOO (Commissions ouvrières), de l'UGT[*1] et des partis politiques ainsi que sans couverture médiatique. Le 22 mars doit être le germe d'une lutte continue et commune de défense de nos droits, d'opposition aux coupes-sombres budgétaires, de défense des libertés et de dénonciation de la répression. Notre prochaine étape doit être le 1er mai et, ensuite, il s'agira de construire entre nous tous un scénario de confrontation avec le pouvoir. Pour cela nous invitons tous les travailleurs qui rejettent les syndicats officiels et qui ne nourrissent plus d'illusions à leur égard, ainsi que le mouvement libertaire, à rejoindre au mouvement de construction de ces luttes.

Cette mobilisation à été clairement victime de censure par les médias, montrant ainsi à chacun quelle est leur « pluralité » et leur « vocation à l'information objective ». Ces entreprises créatrices d'opinion ont tenté de taire l'existence de cette lutte. Cela ne leur a servi à rien, vu que la lutte s'est étendue par le bas, jusqu'à se convertir en une réalité incontestable, qui dérange et préoccupe. Sans doute s'efforceront-ils d'atténuer les faits et d'occulter les revendications ; par contre, ils mettront tout leur acharnement à donner la parole à nos honorables politicien, pour qu'ils nous disent que tout ceci n'est pas la bonne méthode ni le bon chemin, et pour qu'ils nous rappellent combien nous sommes méchants de nous mobiliser en marge de leurs diktats et de leurs farces électorales.

L'attitude des CCOO, de l'UGT, de l'USO[*2] et des collectifs du Sommet

SUITE EN PAGE 19

ARGENTINE

Ce 24 mars, la FOR A-AIT appelait à une journée internationale d'action en soutien aux travailleurs de Las Heras, lourdement condamnés sans la moindre preuve (4 à la prison à vie et 6 autres à 5 ans de prison), la torture elle-même (ce dont l'Etat argentin ne s'est pas caché) ne leur avait pas tiré le moindre aveu. A Paris, des compagnons du Syndicat-Interco Paris-Nord CNT-AIT, rejoint par des compagnons du syndicat de Clermont, ont mené une action de protestation devant l'ambassade, avec distribution de tracts, déploiement de banderole et remise d'une lettre de protestation à l'ambassadeur qui s'est senti obligé de sortir pour venir la prendre.



La révolution égyptienne trahie par la bourgeoisie

Pour beaucoup d'opprimées et de laissés pour compte, pour ces milliers d'anonymes qui ont fait face, en première ligne, à la répression sanglante de l'Etat, la révolution égyptienne du 25 janvier était porteuse d'espoirs de liberté et de justice sociale.

Mais la bourgeoisie, attachée à ses intérêts de classe et à ses privilèges n'a pas hésité à s'allier aux hauts gradés capitaliste de l'armée, trahissant ainsi la révolution, ses objectifs et la population égyptienne. Ces traites ont ainsi soutenu le référendum sur les amendements constitutionnels de mars 2012 (qui ont donné le pouvoir total et absolu à la branche armée du capitalisme et de la bourgeoisie) puis les élections législatives, les élections présidentielles et l'adoption d'une nouvelle constitution concoctée par l'armée et les frères musulmans qui garantit à chacun d'entre eux sa part du gâteau.

SUITE EN PAGE 18

